

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

## Progrès technique et progrès social

Deux réunions syndicales européennes viennent de siéger, fin mai, l'une à Copenhague, l'autre à Paris. La première était le congrès de la Fédération européenne des ouvriers de la métallurgie. Il a discuté longuement de « l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ». Force nous est de reconnaître qu'à l'exception des Hollandais, les délégations se sont montrées favorables à la construction de centrales nucléaires « indispensables à la croissance, donc à l'emploi ». Inutile de dire que cet argument, que les faits ne corroborent pas, n'emporte pas notre adhésion. La discussion reste ouverte chez nous sur cette question (on en verra plus loin quelques traits). Mais nous pensons que le cheval qu'ils enfourchent — le cheval « nucléaire » en quelque sorte — ne les mènera pas loin, pas même jusqu'à demain, certainement pas jusqu'à après-demain. Ce que nous voulons mettre en évidence, c'est que ce congrès européen a revendiqué **la semaine de trente-cinq heures** que nous croyons plus efficace, à la fois pour lutter contre le chômage et pour aller avec le progrès technique et social.

A Paris, à la même date, a tenu séance la Commission syndicale « consultative » auprès de l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economique). Les leaders syndicaux des pays industrialisés s'y sont rencontrés et, notamment, pour la France, les camarades Antoine Laval, de FO et Jacques Chérèque, pour la CFDT. Ils se sont évidemment préoccupés du nombre des chômeurs dans l'ensemble des pays représentés, nombre qui pourrait atteindre vingt-trois millions à la fin de cette année. Pour retrouver le plein-emploi, ils ne semblent pas avoir pensé ce jour-là aux centrales nucléaires, mais ils ont préconisé **la réduction de la durée du travail de 10 % dans un proche avenir et la création d'emplois dans les services publics.**

Les deux revendications sont à retenir et à lancer et relancer dans les pattes des patrons et des gouvernants qui les repoussent avec horreur. Nous savons pourquoi : chaque heure de travail en moins menace le profit des maîtres capitalistes, avant que les plus gros ne s'y soient adaptés. En France, ces messieurs du R.P.R. achoppent sur leur contradiction : ils prétendent vouloir réduire le chômage, mais, en même temps, ils demandent la suppression d'emplois dans les services publics, **autrement dit : commencer par accroître** le chômage. C'est assez pour augurer ce qu'ils feraient s'ils conquerraient jamais le pouvoir.

### DANS CE NUMERO :

- **CRISE OU NORMALISATION**  
par G. GUILLORE
- **MUNICH**  
par G. LAMIZET
- **LE DIFFÉREND**  
**MÉDECINS - SÉCURITÉ SOCIALE**  
par J. HERVE
- **SYNDICALISME ET LIBERTÉ**  
par J. MOREAU
- **HENRI POULAILLE**  
par R. HAGNAUER
- **LETTRE D'AMÉRIQUE**  
par P. AUBERY



Mais revenons à cette réduction de 10 % de la durée du travail. Entraînera-t-elle une augmentation correspondante des emplois ? On sait que nos adversaires prétendent que non. Certains même, dont M. Barre, vont jusqu'à dire que la réduction du temps de travail augmentera le chômage « parce qu'elle affaiblira l'économie » ! On va jusqu'à ressortir l'expérience du Front Populaire, prétendue négative pour l'emploi. Nous avons discuté et contesté ici les chiffres donnés à l'appui. Nous recommencerons si c'est nécessaire. Mais le Front Populaire n'a duré que ce que durent les roses (les travailleurs en ont conservé quelques-unes, même fanées). L'application effective de la loi de quarante heures ne lui a pas survécu. On ne peut tirer de conclusions que de sa non-application.

Si, pour accomplir une tâche déterminée avec moins d'heures de travail, on n'avait pas besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire, il faudrait admettre que la productivité de chaque ouvrier, c'est-à-dire son exploitation, a augmenté. Ou bien le patronat devrait reconnaître que la productivité s'accroît quand la durée du travail diminue, en même temps que diminuent la fatigue industrielle et l'absentéisme. Prenons l'exemple d'une équipe de sept ouvriers, travaillant 40 heures par semaine, accomplissant une tâche bien définie en quantité et en qualité. Cette production demande donc 280 heures de travail. Si chaque ouvrier ne travaille plus que 45 heures par semaine, il en faudra huit pour la même production. Nous voudrions qu'on nous explique pourquoi, dans le cas considéré, il n'en serait pas ainsi, bien que nous sachions que d'autres situations industrielles pourront échapper à cette déduction mathématique.

En France actuellement, la négociation a recommencé avec ceux qu'on appelle « les partenaires

sociaux » sur la base d'un rapport d'un haut technocrate, M. Giraudet. Ses propositions constituent un certain progrès si on les compare à celles que le patronat faisait (ou plutôt ne faisait pas, en janvier dernier). Le progrès est mince pour la durée hebdomadaire du travail : temps normal, 40 heures ; 39 heures pour « certains travaux particulièrement contraignants » (mal définis). Ce qui est « positif », pour employer le langage à la mode, ce sont les quarante heures de repos supplémentaire dans l'année, pouvant se traduire par une semaine de congé supplémentaire ou par une réduction de la durée hebdomadaire du travail.

Au cours de l'entrevue de la CFDT avec le président de la République, M. Giscard d'Estaing, a déclaré qu'il fallait freiner la revendication des trente-cinq heures parce que la prévision démographique pour 1985 est défavorable. Il voulait sans doute dire par là que, dans 5 ans, la population active ne serait pas assez nombreuse pour, en travaillant trente-cinq heures, maintenir la production et le pouvoir d'achat. Même si on lui accordait cette prévision démographique, il y a quelque chose qui manque dans la pensée de cet énarque parmi les énarques : dans cinq ans, l'électronique appliquée à l'industrie aura suffisamment progressé pour que la production actuelle soit dépassée. Le président sera démenti avant cinq ans, si toutefois la majorité du peuple français l'a réembauché l'année prochaine.

Mais les syndicats et, avec eux, l'ensemble des salariés de l'industrie, du commerce et de l'organisation, doivent au contraire accélérer l'action. C'est pour leur bien-être, et pour celui de tout le monde qu'ils agissent pour qu'en 1985, l'objectif soit atteint : **la semaine de cinq jours de sept heures de travail.**

## LETTRE D'AMÉRIQUE

Richard Barnett, à qui nous devons une importante étude sur le développement et les méfaits des sociétés multinationales, dont nous avons parlé ici même naguère, vient de se pencher sur le problème de la dilapidation des ressources du globe par la civilisation industrielle actuelle. Au cours des trente-cinq dernières années plus de pétrole et de minerais divers ont été extraits du sol et consommés que dans toute l'histoire de l'humanité depuis ses origines. Les Etats-Unis, qui ne comptent que 6 % de la population mondiale, ont absorbé à eux seuls 40 % de ces ressources non renouvelables.

Richard Barnett montre, avec beaucoup de précision, comment le système capitaliste, uniquement guidé par la recherche du profit maximum dans les plus brefs délais, a gaspillé de façon imprévoyante et irresponsable les précieuses ressources sur lesquelles repose le maintien de la vie — et en particulier de la vie humaine — sur la planète Terre. Ces ressources vitales se manifestent sous cinq formes principales : 1) la nourriture qui avec 2) l'eau, permet la transformation de l'énergie solaire en 3) énergie humaine par l'intermédiaire de l'agriculture, 4) l'énergie non humaine, produite par les combustibles 5) les minéraux non combustibles.

Le contrôle que les compagnies pétrolières exer-

cent sur plus de la moitié des ressources énergétiques du globe nous mène inévitablement à de graves pénuries d'ici la fin du siècle. Car ces sociétés multinationales, à qui l'on a imprudemment laissé la responsabilité d'assurer l'exploitation et le développement des sources d'énergie, ne sont ni des services publics ni des organismes humanitaires, elles n'ont ni nationalité ni allégeance politique, mais elles sont conçues et dirigées de manière à produire et à accumuler des profits. Or, elles atteignent beaucoup plus facilement et beaucoup mieux leurs fins en manipulant le marché, en gonflant leurs stocks et en retardant leurs livraisons qu'en investissant les sommes nécessaires dans les recherches et les réalisations qui devraient permettre de se passer des sources d'énergie non renouvelables — y compris l'énergie atomique — d'ici une cinquantaine d'années.

Barnett plaide éloquemment pour la prise en main par la collectivité du contrôle de son avenir énergétique. Cela supposerait que le gouvernement (les gouvernements ?) se substituent aux compagnies pétrolières privées dans la plupart des fonctions qu'elles assument : importation, recherche, développement d'alternatives aux combustibles fossiles, raffinage, distribution, etc. Barnett affirme également qu'il serait possible de faire des économies consi-



dérables d'énergie, sans diminuer le niveau de vie actuel, si certaines mesures étaient prises, si notamment on renonçait au gigantisme, aux méthodes de production industrielles à grande échelle qui demandent d'énormes investissements et sont grosses consommatrices d'énergie, pour revenir à des entreprises de taille plus modeste, plus décentralisées qui finalement s'avèreraient plus économiques et plus productives. A ce propos il indique que, grâce à la technologie moderne, au téléphone et à l'ordinateur, une proportion importante de la main-d'œuvre employée pourrait effectuer son travail à la maison, sans avoir à gâcher plusieurs heures par jour, et des tonnes de carburant, pour se rendre dans d'immenses et coûteux locaux qu'il faut chauffer et éclairer à grands frais.

Mais c'est peut-être encore dans le domaine de la production et de la répartition de la nourriture que les progrès les plus spectaculaires pourraient être réalisés. Si un débat, faisant l'objet d'une vaste publicité, mettant à la disposition de tous une documentation objective, s'instaurait sur la question de la faim dans le monde, on ne tarderait pas à s'apercevoir que des solutions rationnelles existent à ce problème, solutions qu'il ne serait peut-être pas trop difficile de mettre en œuvre si l'opinion se mobilisait pour qu'elles soient prises en considération. A cet égard, voilà, selon Barnett, quels sont les faits essentiels : tous les jours le monde produit deux livres de grain pour chacun des êtres humains qui s'y trouvent. Ces deux livres de grain suffisent pour fournir 3.000 calories pour chaque personne, sans tenir compte de toute la viande, du poisson et des légumes ainsi que des fruits qui s'y ajoutent. Il suffit de 2.700 calories par jour pour bien nourrir un adulte actif et renouveler sa force de travail. Donc si les gens manquent de nourriture ce n'est pas tant à cause d'une production insuffisante que d'un système de distribution dominé par des compagnies privées soucieuses de leur seul profit et nullement du bien-être des masses déshéritées et sous-alimentées. L'industrialisation de l'agriculture, qui exige des investissements et des capitaux considérables, a eu pour résultat qu'un nombre croissant de pays qui produisaient naguère suffisamment pour leur propre subsistance, doivent désormais importer une proportion croissante de leur nourriture, les terres fertiles étant accaparées par l'agriculture industrielle travaillant pour l'exportation et cela aux dépens des cultures vivrières. Or, une alimentation insuffisante ou de graves carences alimentaires, que la spéculation sur les produits agricoles et en particulier sur les grains rend inévitable dans la plupart des pays du tiers-monde, frappent d'abord les enfants. Dans ces pays, où la publicité intense des multinationales encourage la substitution de farines au lait maternel, la mauvaise qualité de l'eau entraîne la multiplication des cas d'infection de dysenterie et de déshydratation. La mortalité infantile y reste très élevée et ceux des enfants qui ne meurent pas sont souvent déficients pour la vie à cause des dommages subis par leur système nerveux supérieur et leur organisme tout entier. Ainsi se perpétue la pauvreté parmi les gens qui n'ont ni la force ni les moyens d'agir sur les structures qui conditionnent leur existence.

Le contrôle exercé par les grandes compagnies mi-

nières et pétrolières sur les affaires du monde est bien connu. On sait que le gouvernement français notamment s'est fait le mercenaire de ces intérêts en organisant la résistance armée à des soulèvements populaires contre le régime corrompu de Mobutu au Congo et qu'il s'empresse de répondre aux appels de ceux qui veulent résister aux revendications des populations exploitées et opprimées d'Afrique. A notre honte la France joue le rôle de gendarme de la Sainte Alliance Impérialiste et Capitaliste avec 14.000 hommes et quatre bases sur ce continent où les Américains et les Soviétiques se gardent bien d'intervenir directement. Les intérêts que les troupes françaises défendent en Afrique ne sont pas seulement ceux des compagnies pétrolières et des exploitations minières. Ce qu'on sait moins c'est que cinq compagnies, cinq familles disent certains, contrôlent et monopolisent le commerce mondial des céréales et des farines, orchestrant ainsi, pour la sauvegarde de leurs profits, le flux et le reflux de la faim dans le monde. Richard Barnett donne les noms de ces géants de la spéculation sur les grains. Ce sont les Fribourg de Arlon en Belgique, maintenant installés à New York, les Louis-Dreyfus de Paris, les Bunge d'Anvers, les André de Nyon en Suisse et surtout les Cargill du Wisconsin qui dominent tous leurs confrères.

La faim dans le monde pourrait disparaître si, au lieu de laisser le soin à la spéculation de décider qui produira quoi et où, ainsi que de la répartition des denrées alimentaires aux seuls clients solvables, une agence mondiale aidait les affamés eux-mêmes à produire les denrées nécessaires à leur alimentation rationnelle, en encourageant les cultures vivrières selon les méthodes traditionnelles sur de petites parcelles. Un exemple frappant de l'absurdité et de la nocivité pour les populations de l'agriculture industrielle, grosse consommatrice d'énergie non renouvelable et tournée vers l'exportation, est fourni par le Brésil. Des terres, utilisées naguère pour récolter des haricots, riches en protéines, base de l'alimentation des pauvres dans ce pays, ont été plantées en soja qui sert à l'alimentation du bétail. Or, on sait qu'avec ce qui est nécessaire pour produire une livre de viande on pourrait nourrir convenablement une demi-douzaine de personnes. De plus le Brésil doit désormais importer des haricots et légumes secs à grands frais, ce qui fait que ceux-ci sont désormais trop coûteux pour que les pauvres puissent en acheter. On sait aussi que les ouvriers des riches plantations de café du Guatemala reçoivent une nourriture très insuffisante, que les carences alimentaires sont endémiques sur ces terres parmi les plus fertiles au monde.

**Pierre AUBERY.**

Sous peine de ruptures inéluctables, l'économie humaine doit se brancher sur l'énergie solaire, réduire ses gaspillages et ses pollutions, recycler ses déchets, renoncer aux concentrations destructives, abandonner ses techniques dures pour des techniques douces, diversifier ses monocultures régionales, conserver la variété des êtres vivants au lieu de les exterminer, bref s'adapter à la complexité et au rythme des cycles naturels.

Brice Lalonde et Dominique Simonet (Quand vous voudrez)



# MUNICH (suite)

*La mode est aux lâchetés de pensée, ces temps-ci.*

Alain (16 novembre 1916)

J'ai essayé de montrer que ceux qui approuvèrent le gouvernement français d'avoir négocié avec Hitler en septembre 1938 n'étaient pas forcément des « cons » (selon le mot de Daladier à la vue de la foule venue l'acclamer à son retour de Munich) ou des lâches. Et faire dans les circonstances présentes, à contre-courant, l'apologie de Munich, c'est à mon avis rester fidèle à l'une des inspirations de la RP, c'est tenir un langage semblable à celui qu'on y tint entre les deux guerres mondiales.

Cet esprit de Munich, où l'on n'a pas cessé de flétrir depuis ce temps, à gauche comme à droite, un esprit de capitulation, avait consisté, de la part des gouvernements de Londres et de Paris, à « persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes », à essayer avec obstination de faire la paix « avant la guerre plutôt qu'après la guerre », ainsi que le demandaient en France le syndicat des instituteurs et le syndicat des postiers. Le Munichois Alain avait justifié par avance une telle politique, à la Noël de 1935, tandis que Mussolini s'emparait de l'Ethiopie, tout comme l'Union Soviétique a entrepris à présent d'établir son protectorat sur l'Afghanistan :

« Je comprends qu'on recule, avait-il écrit, je comprends que l'on préfère la négociation à l'action, même sans espoir, et que l'on gagne un jour après l'autre. Et c'est peut-être ce qu'il y a de plus difficile au monde de s'opposer à la guerre sans faire la guerre. Un tel effort paraîtra toujours gauche, maladroit, hésitant ; et moi-même en ce moment j'ai l'air de faire l'éloge des gouvernements sans honneur. J'avoue que je crains ceux qui ont de l'honneur et que je crains même mon propre honneur » (1).

Si l'esprit de négociation ne put empêcher la seconde guerre mondiale, il aurait pu empêcher la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie. Mais, à partir de cette seconde guerre mondiale, la politique française fut en Extrême-Orient et au nord de l'Afrique une politique de force, sauf pendant la brève période où Mendès eut le temps de mettre un terme à la guerre d'Indochine, et jusqu'à ce que de Gaulle en finisse, non sans peine, avec celle

(1) Une erreur avait rendu inintelligible, dans l'impression du précédent article sur la crise de 1938, la phrase rappelant qu'Alain était opposé à l'idée de toute guerre, même défensive, mais que, néanmoins, « la plupart des citoyens français étant d'une autre opinion, comme ils sont encore, il fallait, selon lui, accepter d'avance, si la république entrait en guerre, de faire ce devoir de citoyen qu'est le devoir militaire ».

Non moins intégralement pacifiste que les pacifistes intégraux, ce républicain entendait, par une telle attitude, l'être plus efficacement, car leurs quelques refus ne peuvent rien : « La précaution la plus efficace, écrivait-il, serait d'affirmer à la fois la résolution d'obéir et celle de critiquer, d'examiner, de mettre toute la guerre au plein jour. »

Une autre erreur avait changé, dans le même article, le nom de notre Simone Weil, ancienne élève d'Alain, en celui de la présidente de l'Assemblée de Strasbourg, Mme Simone Veil.

d'Algérie, puis s'évertue à faire prévaloir, en Europe et en Asie aussi bien qu'en Afrique, à l'égard de la Chine comme à l'égard de l'URSS, une politique de paix (2).

Dans ces entreprises guerrières, lourde fut la responsabilité de ceux qui dirigeaient alors le parti socialiste et (c'est le moment de le rappeler) de celui qui en est aujourd'hui le premier secrétaire. Son passé autorise mal François Mitterrand à reprocher au gouvernement de Moscou d'envoyer des soldats russes réprimer la rébellion afghane. Il risquerait de se l'entendre dire, quand on élira le président de la République, s'il était une fois de plus candidat et nos camarades socialistes feraient bien d'y prendre garde.

Les gens au pouvoir à Paris, qui n'avaient pas su éviter la guerre en Algérie, furent incapables d'y mettre fin. Et il y eut bien peu de résistance, dans l'opinion publique, à leur politique. Il n'y eut guère de protestations contre l'équipée de Suez. Nasser, disait-on, c'est Hitler. Au moment du quarantième anniversaire des accords de 1938, Poirot-Delpech, après avoir rappelé dans *le Monde* comment le mot munichois veut dire depuis lors « aveugle et pleutre », a pu écrire que « la peur des politiciens français d'encourir l'épithète infâme explique en partie l'expédition de Suez, de bravache mémoire ». En Angleterre, Anthony Eden dut quitter le pouvoir après l'échec de cette expédition ; en France, Guy Mollet y resta. Lui a-t-on jamais demandé des comptes ? (3).

La guerre que les Français firent aux Algériens (et en cette occasion-là aux Egyptiens), la guerre qu'ils avaient faite en Indochine, et qu'y poursuivirent les Américains, étaient des guerres locales. Mais il y a en Asie, aux environs des puits de pétrole, les risques d'une guerre mondiale. On ne manque pas de nous rappeler, à ce propos, de divers côtés, ce que depuis quarante ans il est convenu d'appeler la honte de Munich. Ne nous laissons pas intimider.

En Palestine, le danger est né de cette « entreprise funeste » (selon l'expression d'un ami de Louzon et de la RP, Robert Debré) qu'a été l'entre-

(2) Disons les choses comme elles sont ; l'antimunichois de Gaulle (et l'on ne peut guère reprocher à un général d'avoir été antimunichois) aurait des titres à l'estime des pacifistes que n'ont pas eus les Mollet et les Mitterrand : la reconnaissance du droit des Algériens à l'autodétermination ; la proclamation unilatérale d'une trêve à un moment de la guerre avec eux ; les accords d'Evian ; la décolonisation ; le statut des objecteurs de conscience ; la fin d'une longue et dangereuse inféodation aux Etats-Unis ; la réconciliation franco-arabe ; la réconciliation franco-allemande ; la détente ; la sortie de l'OTAN.

(3) Dernière révélation sur cette glorieuse époque : plusieurs officiers, ayant refusé en Algérie les consignes pour obtenir des aveux par tous les moyens (on sait lesquels), « avaient été embarqués pour la métropole sur ordre de Guy Mollet ». (*Le Figaro Magazine* du 1<sup>er</sup> mars 1980.)



prise sioniste, la création dans ce pays d'un Etat national par des colons juifs. Nous n'avons pas cessé, à la RP, d'être divisés sur cette question. Du moins avons-nous pu être d'accord, me semble-t-il, pour approuver en 1977 la visite de Sadate à Jérusalem. Dans *le Monde*, Claude Bourdet dénonça là un Munich du Proche-Orient, accusant le président égyptien de faire une paix séparée, alors que dans l'intention de celui-ci l'ouverture de négociations devait conduire à une paix générale entre Israël et les Arabes. Négociateur n'est pas capituler. En 1978, à Camp-David, furent reconnus d'une part le droit des Israéliens à la sécurité de leur Etat, d'autre part « les droits légitimes du peuple palestinien », selon la formule à laquelle le gouvernement israélien souscrivait enfin. En trente ans, les Israéliens avaient été deux fois attaqués et avaient dans l'intervalle attaqué deux fois. Une chance était offerte pour que la paix soit faite « avant plutôt qu'après » la cinquième guerre de Palestine, dont on ne peut être sûr qu'elle ne se transformerait pas en une troisième guerre mondiale.

Quoi qu'il pût advenir, la coïncidence de cette conclusion des accords de Camp-David avec le quarantième anniversaire de ceux de Munich me parut l'occasion de rappeler, dans la « tribune libre » du *Monde*, l'anathème de Claude Bourdet, et de demander que soit rouvert le dossier des munichoïses. Il y avait lieu d'examiner, disais-je, si l'on ne pouvait répondre oui à une question que je formulais ainsi :

« Faut-il toujours s'efforcer de négocier avec l'adversaire, quel qu'il soit : hier, en Europe, Hitler ; aujourd'hui Begin, au Proche-Orient, pour les Arabes ; demain, pour Israël, l'OLP ? ».

L'article fut refusé par le rédacteur en chef, André Fontaine, lui aussi antimunichoïse, et qui reprochait, lui aussi, à Sadate de faire la paix avec Israël sur le dos des Palestiniens. Une discussion peut avoir lieu dans *le Monde* sur beaucoup de sujets, mais non sur tous. Si ce journal est irremplaçable pour ses informations, sa tribune libre n'est libre que d'une liberté surveillée.

C'était à la fin de 1978. Une chronique pacifiste — une chronique munichoïse — aurait pu dès lors être tenue. Au début de l'année dernière, les partisans de la manière forte, quel que soit leur bord, dénonçaient d'autres capitulations que celle dont Claude Bourdet et André Fontaine jugeaient coupable le munichoïse Sadate. Après l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge, le maoïste Alain Badiou écrivait dans *le Monde* : « L'acquiescement, ou même la seule protestation réticente, devant cet acte de militarisme franc et ouvert, reproduirait la logique munichoïse, qui croit différer le péril sur soi en trahissant les autres, Autrichiens ou Tchèques hier, Khmers aujourd'hui. » Dès le commencement de la révolte du peuple iranien chassant le despote que les Etats-Unis avaient mis autrefois au pouvoir, Raymond Aron déplorait, dans *l'Express*, cette « sérénité des autruches » conservée à ses yeux, devant les périls, par les dirigeants des Etats occidentaux, et demandait sarcastiquement : « Le temps est-il venu de réhabiliter Neville Chamberlain ? » Et le 24 février 1979, en une bonne place du journal qu'on lit dans mon village, *Nice-*

*Matin*, Pierre et Renée Gosset s'en prenaient plus particulièrement à Carter, l'anti-Kissinger : « Ce que leur président appelle aujourd'hui, en pliant sous la cascade d'humiliations qui accablent les Etats-Unis, reconnaître les nouvelles réalités du monde, se met à évoquer fâcheusement la veulerie, prélude de catastrophes, de l'époque de l'Anschluss, des Sudètes, de Munich, de Chamberlain et de Daladier. »

A suivre : les Etats-Unis allaient subir de plus graves avanies ; la volonté de paix nouvellement manifestée par leur président, après le désastre du Vietnam, allait être mise à de plus rudes épreuves ; on allait pouvoir en de plus périlleuses circonstances faire grief aux gouvernements occidentaux de résister aux « tentations de la force » selon l'expression employée par Alain en septembre 1938, et de rompre l'alignement devant l'ennemi commun. Nous devons nous demander, dans la RP, si les raisons qu'en de telles occasions il y a pour certains d'être antimunichoïses aujourd'hui ne sont pas pour nous des raisons d'être munichoïses.

Georges LAMIZET.

## D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS D'AVRIL 1980

### RECETTES

Abonnements ordinaires .....	2.341,50	
Abonnements de soutien .....	2.141,97	4.483,47
Souscription .....		1.780
Repas 55 <sup>e</sup> anniversaire .....		2.592
Total des recettes .....	8.855,47	
En caisse au 1-4-80 .....	4.281,41	
		13.136,88

### DEPENSES

Téléphone .....	154	
Périodiques .....	593,40	
Ed. Polyglottes (acompte sur facture 1 <sup>er</sup> trim.) ..	5.000	
Total des dépenses .....	5.747,40	
En caisse au 30-4-80 .....	7.389,48	
		13.136,88

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Ben Milad (Tunis), 120 ; J. Bénistant (72), 120 ; Meyssonier (22), 200 ; V. Bobillier (Suisse), 291,97 ; Chevance (22), 120 ; J. Meyssonier (60), 120 ; Andrieu (92), 150 ; Schanz (93), 200 ; Farvacque (59), 150 ; R. Calvel (75013), 120 ; Trial (30), 150 ; Vonan (75019), 150 ; Spinetta (75) 150.

### SOUSCRIPTION

Buren (21), 400 ; Duperray (42), 20 ; Garcia (81), 50 ; Union des syndicalistes (75), 1.000 ; Humeau (71), 70 ; Clariana (80), 20 ; Malfatti (75020), 20 ; G. Navel (92), 150 ; Daniel (29), 50.

### LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert - 75018 PARIS  
21764-88 D PARIS

Pour les livres que nous éditons

Pour les ouvrages d'autres éditeurs

adresser les commandes à :

**BP 97-75862 Paris Cédex 18**  
sans porter le n° de CCP



## Crise... ou normalisation?

Au cours de notre réunion de mai, un de nos jeunes camarades a posé cette question : « On nous répète qu'il y a crise du capitalisme, mais je ne la vois pas quand je considère les bénéfices des grandes compagnies industrielles et financières. Cela ressemble plus à la prospérité qu'à ce qu'il était convenu d'appeler crise ».

Il est hors de doute que, s'il y a crise, celle-ci ne ressemble en rien aux crises dites « classiques » du capitalisme, celles qui ont marqué périodiquement le XIX<sup>e</sup> siècle industriel, surtout celle de 1929-30 qu'on a appelé « la grande crise » parce qu'elle présentait, d'une manière amplifiée, les caractères des crises précédentes : effondrement boursier, baisse de la production, baisse des prix et des salaires, marasme économique, chômage.

Seul ce dernier effet se retrouve aujourd'hui dans ce qu'on appelle « la crise ». Nous ne résistons pas à l'envie de reproduire ici le premier paragraphe d'un article du « Monde » du 9 mai dernier, sous le titre : « *Un brillant exercice 1979 pour les entreprises* » :

« *Au fur et à mesure que les sociétés françaises annoncent leurs résultats, on s'aperçoit que l'exercice 1979 aura été très brillant dans la plupart des cas. La progression a même été parfois spectaculaire : le bénéfice consolidé du groupe Pêchiney-Ugine-Kuhlmann a été multiplié par 5,5 (761 millions de francs contre 176 millions). Autre performance, celle de Rhône-Poulenc (+ 232 %) sans oublier les compagnies pétrolières, grandes bénéficiaires de la hausse du brut, l'an dernier : + 258 % pour la Française des pétroles et + 150 % pour Elf-Aquitaine.* » Ajoutons encore à cela la déclaration du P-DG de la grande firme des ciments Lafarge : « *Les perspectives de 1980 me paraissent prometteuses* (Le Monde, 23 mai) tandis que dans une note prévisionnelle, le CNPF écrit : « *On ne distingue encore aucune amorce significative du ralentissement de l'activité industrielle* » (Le Monde, 16 mai).

Alors, où est cette crise ? Le capitalisme la supporte allègrement. Seule la main-d'œuvre ouvrière la subit par la restriction de son pouvoir d'achat, la limitation du salaire social et surtout la croissance du chômage que toutes les prévisions annoncent comme devant se poursuivre encore, d'une manière « prometteuse », pour reprendre le langage satisfait de ces messieurs les capitalistes.

Il n'y a donc crise que pour le prolétariat et les classes laborieuses en général. Mais pour le capitalisme, n'y aurait-il pas au contraire « normalisation » ? Le « plein-emploi », chanté par toute une école d'économistes d'après-guerre ne serait-il qu'un état anormal du fonctionnement du système ? Notre regretté et savant ami Robert Louzon dont les vues originales ne sont pas près d'être oubliées par nos vieux lecteurs, « démontrait » que cette « armée industrielle de réserve » formée des sans-travail, était indispensable à la bonne marche du système capitaliste, qu'il y avait « crise » précisément quand elle n'existait plus.

Quoi qu'il en soit, pour le gouvernement, « la crise » n'est qu'un argument pour imposer sa politique de restriction du bien-être des travailleurs (et de leurs libertés, complément nécessaire de la première). Mais pour le gouvernement et le patronat, ça marche ! Le premier, bon commis du second, se déclare satisfait et s'honore des billets de satisfaction que lui délivre le second. Ça marche ; mais combien de temps encore ces messieurs pensent-ils que ça va continuer de marcher comme ça ?

## La Sécurité sociale toujours en question

Ces mêmes gouvernants et ces mêmes patrons s'accommodent mal des prestations sociales qui ne sont qu'un salaire indirect. Ils en veulent surtout au vaste édifice de la Sécurité sociale qui est encore la pièce maîtresse de la défense économique des travailleurs quand ils sont malades ou vieux. Chaque année, on les entend crier contre le déficit de l'institution qu'ils gonflent à l'envie et qu'ils prétendent réduire par des mesures autoritaires frappant les salariés, soit comme cotisants, soit comme bénéficiaires de prestations sociales que, collectivement, ils ont payées.

Et puis, quand les comptes des années précédentes sont apurés, on constate que le déficit est beaucoup moins lourd qu'on l'affirmait, quand il ne se transforme pas en excédent, comme le prouvent les chiffres que nous donnons ci-dessous.

Nous les prenons dans la revue de la MGEN (Mutuelle Générale de l'Education Nationale), numéro d'avril-mai 1980. L'auteur de l'article dénonce, lui aussi, la mobilisation de grands moyens d'information pour accréditer dans le public l'idée d'un déficit permanent et insupportable de la Sécurité sociale. Or, les résultats financiers de l'année 1979 établissent que le régime général des salariés est *en excédent* de 5 milliards 637 millions. Le déficit de l'assurance-maladie n'apparaît que parce que le régime général se trouve indûment chargé de compenser les insuffisances de cotisations des autres régimes. « Ces charges, écrit le rédacteur, relèvent normalement de la solidarité de la nation tout entière et non du seul effort contributif des travailleurs salariés. » Ce n'est qu'en raison de ces charges qui s'élèvent à plus de 6 milliards en 1979, que le régime d'assurance-maladie des salariés est déficitaire de 289 millions, soit 0,17 % des dépenses.

Cette année donc, comme les précédentes, l'offensive gouvernementale et patronale contre la Sécurité sociale a été menée avec de grands moyens et les décisions suivantes : augmentation de 1 % de la cotisation salariale (ce 1 % doit, paraît-il, être supprimé au printemps prochain, précisément parce que les résultats réels ont contredit les noires prévisions des gouvernants) ; prélèvement de 2 % sur les retraites complémentaires, et institution d'un « ticket modérateur d'ordre public », c'est-à-dire interdiction aux mutuelles de rembourser complètement les frais de maladie des assurés ; donc atteinte à la liberté



de protection individuelle et aux statuts de la Mutualité (j'ai sous les yeux une protestation de la Prévoyance Mutuelle Schlumberger, mutuelle d'entreprise de la Compagnie des Compteurs qui existe depuis soixante-quinze ans et que préside notre ami René Le Bras).

Et voici la convention péniblement mise sur pied entre les Caisses et certains médecins. Elle prévoyait — mais on dit maintenant que ce point est encore en discussion — une « enveloppe globale » obligeant les médecins à limiter leurs prescriptions de façon que les dépenses varient en raison des recettes prévues. Surtout, la convention minoritaire organise deux secteurs de soins médicaux : un secteur où les médecins s'en tiennent pour leurs honoraires au montant fixé par la convention, l'assuré étant remboursé à 75 % de ce prix ; un autre secteur où les honoraires sont libres, c'est-à-dire plus élevés, l'assuré optant pour le prix fort n'étant lui aussi remboursé qu'à 75 % du prix conventionnel.

Ce double secteur signifie-t-il la création d'une « médecine pour les pauvres » et d'une médecine pour les riches ? FO, seule gestionnaire des Caisses du côté ouvrier, le nie et s'indigne : « La CGT trompe le monde dans son interprétation de la nouvelle convention ; elle fait de la démagogie ». Ce n'est pas ici qu'on ne la soupçonnera pas de faire flèche de tout bois pour soutenir la campagne d'agitation actuelle du parti communiste pour lequel tous les alliés occasionnels sont bons à prendre. Mais nous avons du mal à digérer ce « double secteur » qui fait partie de la politique « libéraliste » où s'obstine le gouvernement actuel, dans tous les domaines, avec les fruits amers que l'on sait.

Nous y voyons une atteinte à l'unicité de la protection sociale, à sa réglemmentation égalitaire, un pas dangereux vers le démantèlement de la Sécurité sociale. Il n'est pas dit que la frontière entre les deux secteurs séparera les pauvres et les riches. Nous connaissons des malades pauvres qui opteront pour le médecin le plus cher, croyant que, chez lui, ils seront mieux soignés ! Ce qui est mauvais, là comme ailleurs, c'est qu'il y ait une frontière et, par conséquent, deux catégories de médecins et de malades.

### Comment s'en débarrasser ?

A la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à laquelle je participais, le défilé de FO vers le Père-Lachaise, un camarade portait sur ses jeunes épaules, un écriteau étonnant. On y lisait : *Oui au nucléaire, pour créer des emplois !* (1). Pourquoi n'en portait-il pas un autre plus probant : *Oui au surarmement, qui crée des emplois !* On pourrait déjà faire remarquer au jeune porteur d'écriteau que, si le nucléaire a pu créer des emplois, il n'en a pas créé assez pour que diminue le nombre des chômeurs. Il pourrait alors rétorquer que cela tient à ce qu'on n'a pas construit suffisamment de centrales nucléaires et que le seul remède au chômage est leur multiplication !

Je pourrais m'en tenir là si un autre camarade, moins jeune, n'avait entrepris de me convaincre, en me rappelant l'insurrection des canuts lyonnais contre la machine et en me disant que ces révoltes contre le développement de l'énergie nucléaire étaient en fait des oppositions au progrès. Le grand mot

étant lâché, j'avoue m'être trouvé sans voix d'autant que les fluctuations du défilé ne se prêtaient pas à la discussion.

J'aurais d'abord dit à mon interlocuteur que si l'introduction de la machine fut finalement un progrès, elle provoqua d'abord la projection dans la misère de milliers de travailleurs, avant de les soumettre à un autre type d'exploitation. J'aurais ajouté que les conditions d'introduction de ce progrès justifiaient la révolte des victimes et leur slogan : « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant* ».

Nous ne reprendrons pas ici la discussion, d'ailleurs non terminée, sur les avantages et les dangers des diverses formes d'utilisation de l'énergie nucléaire. Nous nous en tiendrons à la question non résolue des déchets toxiques. *Comment s'en débarrasser ?* Actuellement, ils polluent les eaux et les terres, la mer elle-même. Les « fissures » menacent les populations de leurs radiations mortelles. Les faits, les « accidents » sont déjà assez nombreux pour prouver à mon interlocuteur du 1<sup>er</sup> mai qu'un élément nouveau s'est introduit, avec le nucléaire, dans la marche du progrès industriel et qu'aucun rappel du passé ne saurait s'y ajuster. « Toute activité industrielle a ses risques », dit posément le ministre de l'Industrie. Aucune, jusqu'à présent, n'a eu ces risques-là.

Puisque, répétons-le, la discussion reste ouverte sur ce problème (l'un de ceux qui dominent notre temps) je tiens à signaler une étude dont j'ai apprécié l'objectivité, la clarté et la force de conviction : *Réflexions sur la situation énergétique, sur les avantages, inconvénients et dangers du Nucléaire, sur les énergies de remplacement* (demander ce document à Alfred Azouit, 5, boulevard Henri-Sappia, Nice).

R. GUILLORE.

(1) *NDLR* Cet écriteau ne représente pas la position officielle de FO.

## LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

C.C.P. 734-99 W Paris

Abonnements (y compris Marché Commun) :

6 mois, 50 F — 1 an, 100 F

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 an, 120 F

Permanences :

les lundis de 15 à 17 heures

les mercredis et jeudis de 17 à 19 heures

le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois à partir de 15 h

(réunion mensuelle de l'Union des Syndicalistes)

**Prochain réunion de  
l'Union des Syndicalistes  
le samedi 6 septembre 1980**



# PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

## Piotr Grigorenko et la dénonciation du Goulag

Je suppose qu'un certain nombre de lecteurs de la *RP* ont entendu Piotr Grigorenko à l'émission *Apostrophes* du 25 avril dernier. Si j'ai raté cette émission, j'étais par contre présent à la conférence de presse du 28 où j'ai eu la joie de me retrouver assis aux côtés de Gorkin. Gorkin, le leader du POUM, rescapé miraculeusement des géôles du Guépéou espagnol et qui, la veille, le dimanche 27 avril, avait tenu à venir au banquet du 55<sup>e</sup> anniversaire de la *RP*.

C'est la publication toute récente de ses *Mémoires* par les Presses de la Renaissance qui avait valu à Grigorenko d'être l'invité privilégié de Bernard Pivot. Ukrainien, Piotr Grigorenko est en fait Petro Hryhorenko, mais l'éditeur a pris sur lui de russifier son nom. Bon prince, l'intéressé s'en est fait une raison, dans la mesure où c'est sous le nom de Piotr Grigorenko que l'opinion mondiale le connaît.

Il nous a donc conté ses tribulations dans cette URSS qu'il a aidé, comme général de l'Armée Rouge au cours de la seconde guerre mondiale, à repousser l'invasion nazie. Pour avoir voulu prendre la défense des Tatars de Crimée, victimes du génocide stalinien, ainsi que des autres nationalités opprimées, il a été gratifié de 77 MOIS de détention. Quatorze mois de prison, à Tachkent je crois, où, dans les sous-sols du KGB, on le tabassait tous les jours. Le reste, dans des asiles psychiatriques de type spécial, d'où il n'est possible de sortir que si l'on accepte de reconnaître une culpabilité dont on est innocent, enfin si l'on s'engage — mais que valent de tels serments ? — à ne porter aucun témoi-

gnage sur le régime carcéral qu'on vous a fait subir.

Passons sur les conditions de vie dans ces soi-disant hôpitaux psychiatriques — au nombre de quatre en 1964, quand Grigorenko fut arrêté, et de quatorze aujourd'hui. Ceux des lecteurs de la *RP* qui sont en même temps des militants d'*Amnesty International* savent à quoi s'en tenir sur les conditions matérielles et morales de ces hospitalisations — incarcérations. Le régime tsariste, que le socialisme international, avant 1914, avait mis au ban de l'opinion publique internationale, était une sorte de paradis à côté du goulag stalinien et du néo-goulag brejnevien.

On fait quelquefois la fine bouche, dans nos milieux internationalistes, sur la participation des Ukrainiens au mouvement des dissidents soviétiques. N'y aurait-il pas quelque once de nationalisme ukrainien dans leur contestation ? C'est qu'il y a en fait, en nous, à notre corps défendant, un vieux réflexe jacobin.

Qu'ils se rassurent ! Grigorenko et sa femme ont tenu à préciser qu'ils ne défendaient pas les seuls Ukrainiens, *mais tous les citoyens de l'URSS*. De cette URSS dont toutes les nationalités sont réprimées et les cultures nationales détruites — en dépit de ce que prétendent depuis des lustres les manuels français d'histoire et de géographie de l'enseignement secondaire. Il est vrai que, à ma connaissance, aucun d'eux n'est postérieur à la publication de *L'Empire éclaté* d'Hélène Carrère d'Encausse qui, à l'automne 1978, connut le succès qu'on sait. Grigorenko et sa femme ont pleinement raison lorsqu'ils disent — sans fard, sans atermoiement — que les 260 millions d'habitants de l'URSS représentent 260 millions de détenus.

SANTEUIL.

---

## LA RÉPUBLIQUE DES ESCARTONS (suite)

On donne généralement 1437 comme date d'invention de l'imprimerie. Cette année-là, Gutenberg réalise la première édition de la Bible. Tirage 200 exemplaires. En 1814 Robin Fouquet ouvre une imprimerie à Bréhaud-Loudéac, un nommé Crés fait de même à Lanthenac près de La Chèze, puis Jean Calvez de Tréguier publie le *Catholicon* qui est le premier dictionnaire français-breton-latin. Vers la même époque, les hautes vallées publient la première édition de la Bible en provençal.

Le libraire de Tréguier avait eu des facilités : les marins de Tréguier fréquentaient le port de Rotterdam, ils y rencontraient des bateliers du Rhin qui au passage à Strasbourg et à Mayence avaient entendu parler de l'invention de Gutenberg, on pouvait se procurer du matériel. C'était une autre affaire que de monter loin dans la montagne du matériel d'imprimerie, le matériel pour fondre des caractères, et en outre le matériel de fabrication du papier.

A cette époque, on attachait beaucoup d'importance aux questions religieuses. C'est pourquoi on

d'abord imprimé la Bible, après quoi on a réfléchi sur son contenu, on a discuté et cela à amené la Réforme. Les premiers Vaudois venaient des hautes vallées, le premier massacre des Vaudois est signalé en Vallouise en 1488. On m'a parlé d'un village à proximité des sources de la Drôme (Vall-drôme) où l'école est le seul bâtiment communal, il n'y a pas d'église car la commune ne compte pas un seul catholique, il n'y a pas de temple car si les habitants sont tous protestants, ils appartiennent à une secte particulière. Le fond de leur doctrine est : le premier devoir d'un protestant est d'apprendre à lire, après quoi, il pourra assimiler les livres sacrés sans se laisser influencer par qui que ce soit, car il n'y a aucun intermédiaire entre Dieu et les hommes. On se réunit tous les dimanches tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre — il y a un tour de rôle — et c'est le chef de famille qui reçoit, qui prononce le sermon du dimanche. Naturellement il évite de répéter ce qu'il a entendu la semaine précédente, il se méfie des lieux communs, il prend un



fait d'actualité et il le relie aux mœurs et traditions d'autrefois. Bref, il fait travailler sa cervelle. Peut-être est-ce à cause de cette habitude que la commune est dans toute la région du Sud-Est celle qui compte la plus forte proportion de citoyens ayant fait des études supérieures. Il n'y a pas non plus de cimetière communal à Valdrôme, depuis les guerres de religion, les protestants de l'Ardèche et de la Drôme ont gardé l'habitude d'enterrer leurs morts dans un coin de leur jardin.

Le niveau intellectuel a toujours été élevé dans les hautes vallées. Pendant des siècles, elles ont fourni des maîtres d'école à toute la région du Sud-Est. Ils allaient dans les foires avec une plume, deux plumes ou trois plumes au chapeau, selon leurs capacités, ils enseignaient le français, le latin et les mathématiques. Dans un pays où les juges étaient élus, tout le monde connaissait le droit usuel. Ils enlevaient leurs plumes dès qu'ils avaient passé contrat avec le délégué d'une paroisse. La profession n'était pas réglementée, ils faisaient de l'enseignement de la Toussaint à Pâques et ensuite, ils redevenaient ouvriers agricoles. Au début de juillet ils étaient rassemblés dans la région d'Arles où le blé était mûr, ils maniaient la faucille toute la semaine, le dimanche, ils faisaient, à pied bien entendu, une cinquantaine de kilomètres et trouvaient du travail dans une autre localité. Ils se rapprochaient peu à peu de leur domicile et arrivaient dans leur montagne à la mi-septembre à temps pour la moisson.

La Charte de 1343 consacrait l'égalité des citoyens. Les nobles qui n'avaient plus aucune fonction ni de protection, ni d'administration, ont dû abandonner leurs titres. En 1339, on comptait 200 familles nobles, il en restait 15 deux cents plus tard en 1519 et une seule en 1788. Cette année-là, il n'y a eu aucun délégué de la catégorie aux Etats de la province. La doctrine démocratique avait fait tache l'huile, dans toute la région du Sud-Est, on a eu les plus grandes peines à trouver les délégués de la Noblesse. A Aix-en-Provence, le marquis de Mirabeau préférera se faire élire député du Tiers Etat.

Le 6 juin 1788, une assemblée extraordinaire des notables de Romans décide de convoquer à Vizille pour le 21 juillet les délégués des municipalités du Dauphiné. Cette Assemblée de Vizille, sur intervention de Mounier et de Barnave décide que « *les trois Ordres n'octroierait plus les impôts par dons gratuits ou autrement que lorsque leurs représentants en auront délibéré dans les Etats généraux du Royaume* ». De ce jour la Révolution était en marche.

Cette information indique qu'il y avait dès cette époque des municipalités. Ces municipalités avaient une certaine autonomie, elles pouvaient convoquer des Assemblées pour discuter de questions politiques.

En 1788, le roi mécontent des services des juges au Parlement de Grenoble, qui refusent d'enregistrer ses édits, ordonne de les exiler à Valence. La population de Grenoble prend fait et cause pour les juges et le manifeste. Le 7 juin 1788, les habitants de Grenoble jettent sur les gendarmes du roi les tuiles de leurs toits. C'est le 7 juin anniversaire de la *Journée des Tuiles* qui devrait être notre fête nationale.

Ce n'était pas le premier conflit entre le Roi et

ses sujets. Il y avait eu la *guerre des Camisards* où le haut-commandement militaire avait été mis en échec par de modestes laboureurs. Il y avait eu en Bretagne la révolte des *Bonnets Rouges*, les manuels scolaires n'en parlent pas beaucoup. On sait qu'il s'est passé quelque chose par Madame de Sévigné qui en parle dans ses lettres. Selon l'histoire officielle, ce qui ne s'est pas passé à Paris n'a pas d'importance, voilà où mène l'abus de la centralisation.

Par la suite, la Constitution civile du Clergé a été accueillie sans émotion, il n'y a pas eu de prêtres réfractaires dans la région du Sud-Est.

(à suivre)

G. MEYSSONNIER.

---

## MON ONCLE D'AMERIQUE

D'un haut niveau artistique, ce film d'Alain Resnais vulgarise les conceptions scientifiques d'Henri Laborit sur le comportement des animaux en général et des hommes en particulier.

De même que les utopistes qui voulaient remonter le vent ont dû s'imprégner intuitivement des lois de la mécanique, de même que les utopistes qui voulaient aller sur la Lune ont dû étudier la chimie des combustibles, la gravitation et bien d'autres sujets, nous utopistes qui voulons la Révolution Proletarienne, nous devons étudier les lois de la société et les lois du comportement humain.

Aussi je souhaite de tout mon cœur que vous alliez tous voir ce film, que vous étudiez les théories qui y sont soutenues, que vous jugiez avec quelles approximations elles décrivent le comportement humain et que vous utilisiez journallement ces résultats pour analyser votre comportement et celui de votre entourage.

Je pense que ces réflexions nous aideront à comprendre pourquoi la révolution française a conduit à Napoléon, la révolution russe à Staline, la révolution cambodgienne à Pol-pot. A l'œuvre camarades ! Je ne vous en dis pas plus. Réfléchissez à ce film par vous-mêmes sans idées préconçues. La discussion est ouverte. Je vous ferai part de mes réflexions dans un prochain numéro.

J.-L. BUREAU.

---

## L'ALTERNATIVE

Le n° 4-5 (mai-août 1980) vient de paraître. Le dossier s'intitule *Goulag 80*. Il comporte un texte d'Ivan Kovalev : *La grève de la faim de mon père* et un autre de Wolf Zalmanson : *Le témoignage d'un compagnon de détention*.

Des articles et documents sont consacrés, non seulement à l'URSS mais à la Tchécoslovaquie, à la Hongrie et à la Pologne, et même à la Yougoslavie. On trouve en outre les chroniques habituelles : *Questions nationales, Littératures-essais*, etc.

Vous pouvez vous procurer ce n° double en nous écrivant à la BP 97-75862 PARIS CEDEX 18 pour le prix de 26 F (au lieu de 30 F). Nous vous rappelons que les abonnements d'un an (6 numéros annuels) souscrits par notre intermédiaire ne s'élèvent qu'à 56 F (au lieu de 70 F).



# VUE SUR LES ÉLECTIONS DANS LES P.T.T.

Voici quelques détails sur la dernière élection du 12 mars aux PTT, portant sur 400.000 inscrits et 335.000 votants sur l'ensemble des départements, régions, services, etc., pour l'ensemble des 22 corporations postales. Il faut aussi rajouter 80.000 auxiliaires ou stagiaires qui n'ont pas le droit de vote...

Ne parlons pas de « représentativité » car cela ne veut pas dire grand chose dans beaucoup de situations : dans une équipe de 15 personnes, où le chef est aussi délégué syndical (au choix FO, CGT, CFDT, CFTC...) la majorité a tout intérêt à voter comme lui le plus « librement » du monde.

Même remarque pour certaines grèves où les pressions administratives ou syndicales sont telles (et localement pas forcément dans un sens opposé !) que beaucoup préfèrent forcément suivre le troupeau. Le fin du fin étant pour l'administration d'un Centre important de jouer les « grands méchants loups » contre le petit chaperon rouge (ou rose bonbon !) dans le but de « manipuler » son propre personnel par le biais des syndicalistes locaux enchantés de se faire valoir pour pas cher ! Quant à la galette, c'est celle des retenues de salaires qui grossissent les revenus « hors budget » en cours d'année !

Autre remarque : chaque corporation au sein des PTT a ses privilégiés et ses victimes. En général, la première catégorie est sur-représentée dans les syndicats (tous les syndicats !) parce que les avantages en temps, argent, facilités de service, situation de force localisée, permettent d'en acquérir d'autres. Ce qui n'empêche pas les bénéficiaires d'une catégorie d'être exploités par les bénéficiaires de la catégorie directement supérieure !

En gros ce sont surtout les femmes et les « mœuvres » qui forment surtout les principales victimes. Par suite de la pénurie de candidatures masculines chez les préposés, on embauche massivement les femmes qui restent encore très sensibles au modèle « femme, objet à consommer sur place » ! Et il faut dire que les syndicats sont aussi misogynes que l'administration des PTT (qui tient ça de Louis XVI et Napoléon I<sup>er</sup>).

De même, les syndicats n'ont guère fait de « pub » aux grèves « dures » (jusqu'à un mois avec sanctions en masse à la reprise) à Montpellier chez les distributeurs, ou à Rouen, au centre de tri.

Donc, plus que de « représentativité » je parlerai d'une « photographie » de l'opinion postale ! Et encore, d'une photographie sommaire. Finalement, on peut admettre que la majorité des électeurs a voté pour une « étiquette », une attitude vis-à-vis de l'administration. La CGT arrive bonne première, avec 130.000 voix dans 14 commissions corporatives, mais elle perd presque 3 % par rapport à 1977 passant de 41 à 38,8 %. En 1968, la CGT « faisait » 43 %. FO arrive deuxième avec 24 %, perdant 1,3 sur 1977. En 68, elle faisait 26,5 %. FO se maintient sur 20 commissions. La CFDT fait un pourcentage un peu supérieur grâce à une alliance avec la FNT (Fédération des Télécommunications). Les impératifs de la tactique sont payants, car pour l'idéologie !... En effet, la FNT a réclamé à plusieurs reprises la séparation poste-télécommunications, voire la privatisation des

télécommunications, alors que la CFDT avait une position totalement contraire. Mais la FNT qui était passée de 4 % à 4,31 % de 68 à 71 n'en gardait plus que 4 en 1977. La CFTC, « maintenue », passe de 4,64 à 4,95 (5,93 en 1968).

La principale nouveauté c'est le score de la CFT baptisée CSL et « Non syndiqués » pour l'occasion, afin de ramasser le maximum de voix pour les commissions centrales qui siègent au ministère des PTT à Paris.

En 1968 la CFT n'avait pas de candidats élus, en 1971 elle représentait 2,69 % ; en 1974 1,31 % ; en 1977 1,63 % ; en 1980 4,37 %.

Il y a ainsi une tendance « droitrière » qui s'affirme très nettement opposée à l'attitude des « grands » syndicats. A noter que les « autonomes » qui avaient 2,49 % en 1968, sont passés à 1,68 en 1974 puis à 0,89 en 1977 sont « remontés » à 1,46 %. La CGC, qui avait 1,78 % en 1968, 1,87 en 1971, avait 1,68 % en 1974, 1,63 en 1977, redescend à 1,27 en 1980. Au profit de FO semble-t-il.

Cependant comme le nombre des nouveaux postiers a augmenté entre 1977 et 1980, il semble que les jeunes soient plus « anti-syndicaux » traditionnels que les anciens. Ainsi, l'alliance CFDT-FNT gagne 15.000 électeurs sur 1977. La CGT 15.000, FO 10.000, la CSL-FNT 10.000, la CFTC 3.000, les autonomes plus 2.000. Mais la CSL, ex-CFT, qui avait 6.000 électeurs en 1971, puis 3.000 en 1974 et 4.500 en 1977 en trouve 14.670 en 1980 !

Je communique les chiffres laissant à plus tard les commentaires. Bien sûr, il faudrait les « moduler » d'après les départements et les 22 corporations pour savoir qui « bouge » et pourquoi. Mais ni l'administration, ni les syndicats ne sont pressés de le dire !

D. SERVET.

## BON DE COMMANDE L'ACTION SYNDICALISTE

de Victor GRIFFUELHES

(Préface tirée du dictionnaire bibliographique  
publié sous la direction de Jean Maitron)

NOM : .....

Adresse : .....

Je commande :

— exemplaires.

PRIX : 1 exemplaire franco ..... 20 F

à partir de 10 exemplaires ..... 16 F

à partir de 20 exemplaires ..... 15 F

21, rue Jean-Robert, 75018  
aux EDITIONS SYNDICALISTES  
C.C.P. 21764-88 D Paris



# A PROPOS DU DIFFÉREND MÉDECINS - SÉCURITÉ SOCIALE

En matière de préambule, nous dirons qu'en France, en principe, les tarifs des médecins ne sont pas libres.

Depuis 1970, il existe une convention nationale qui constitue, à la fois leur contrat de travail et un contrat de confiance avec le malade.

Cette convention est renouvelée tous les cinq ans. Elle est signée par les syndicats médicaux représentatifs (FMF et CSMF), et par les trois Caisses nationales d'Assurance Maladie (CNAM salariés - MSA pour les agriculteurs et assimilés - CANAM pour les travailleurs indépendants). Cette convention est ensuite ratifiée par le Gouvernement.

Il est par conséquent absurde de dire que FO a signé la dernière convention, les décisions étant prises par les Conseils d'Administration des Caisses Nationales Maladie et non par leurs composants.

## Importance financière des dépenses de Santé

D'après un rapport du CREDOC (Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie) chaque Français a dépensé 3.272 F pour sa santé en 1979, ce qui représenterait 11,8 % de la consommation totale des ménages.

D'après M. Jean Farge, Secrétaire d'Etat chargé de la SS, la masse des dépenses de la SS se répartit ainsi :

- 21,4 % pour les actes médicaux,
- 3,7 % pour les actes paramédicaux,
- 11,7 % pour les produits pharmaceutiques et analyses,
- 53,9 % pour les hospitalisations.

Le Docteur Sournia, présentement Directeur National de la Santé et à l'époque médecin-conseil national de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) estimait lors d'une communication faite le 27 juin 1977 à l'Académie des Sciences Morales et Politiques qu' « en 1976 la France a dé- » pensé près de 120 milliards de francs pour se » soigner deux fois plus que pour s'instruire, c'est- » à-dire, éduquer la nation, enseigner un métier » au citoyen, former les cadres industriels, intellec- » tuels et politiques dont le pays aura besoin » demain. »

« Dans le pays, on peut estimer à un million de » personnes, le nombre des individus vivant de la » médecine. » Et le Dr Sournia, affirmait « l'abon- » dance des équipements médicaux a amené le gaspillage ».

Suivant une enquête de l'INSERM, en 1975, les médecins de pratique libérale ont dispensé 243 millions de consultations et de visites à des malades en France.

## La nouvelle convention médicale de 1980

La principale organisation corporative de médecins, la CSMF, dirigée par le Dr Monier, a rompu les pourparlers avec les trois Caisses Nationales d'Assurance Maladie en avançant que le droit à dépassement des tarifs servirait de prétexte à rejeter en dehors de la convention un nombre toujours plus grand de praticiens.

Le droit à dépassement existe depuis toujours. C'est la liberté de faire payer plus cher au malade les soins donnés. Ce droit était attribué par une commission paritaire composée de médecins et d'administrateurs de Caisses Maladie. Il résultait de la « notoriété » attribuée au praticien et avait pour conséquence de faire supporter au malade un débours non supporté par la Sécurité sociale.

La nouvelle convention maintient ce principe pour les médecins qui en bénéficient mais ceux des autres qui choisiront la liberté des tarifs perdront les avantages sociaux.

## Que sont les avantages sociaux du corps médical ?

Le praticien qui se place dans le cadre de la convention devra adhérer à celle-ci individuellement. Il bénéficiera d'un allègement de ses cotisations sociales personnelles dont le financement est pris en charge par les Caisses de SS à raison des deux tiers pour la retraite et pour moitié en ce qui concerne l'assurance maladie.

Il paiera environ 720 F chaque année pour sa cotisation vieillesse et autour de 900 F pour sa cotisation maladie (au prorata de son revenu professionnel).

## Que représente la convention pour les assurés ?

Les prix actuels des consultations médicales sont de 40 F (tarif convention), 42 F (tarif syndical FMF), 45 F (tarif CSMF).

L'assuré est remboursé par la SS à 75 % du tarif normal, soit 30 F. De sa poche sortent 10, 12 ou 15 F (le ticket modérateur).

La convention fixe le tarif normal à 46 F au 1-7-80 et à 50 F au 5-1-81.

Le ticket modérateur supporté par le malade passera à 11,50 au 1-7-80 et à 12,50 au 5-1-81.

La SS qui déboursait jusqu'au 30 juin 1980 la somme de 30 F, en déboursera 34,50 F au 1-7-80 et 37,50 à partir du 5 janvier 1981.

La convention ne semble rien apporter de concret aux assurés.

## LA SECURITE SOCIALE ET LA MEDECINE LIBERALE

Dans les pourparlers avec les syndicats médicaux, la CNAM des salariés apparaît comme l'élément moteur pour aboutir.

Les concessions faites aux syndicats corporatistes de médecins sont importantes. Tout d'abord la prise en charge par la SS d'une large partie de leurs cotisations personnelles de maladie et de vieillesse. D'autre part les médecins obtiennent la reconnaissance de frais professionnels très importants au point de vue fiscal.

Mais aussi et surtout, l'engagement est pris par les Caisses Maladie de ne pas créer de Centres de Soins et de Santé.

Comment la SS réussira-t-elle à soigner ses assu-



rés et à équilibrer son budget sans abandonner son indépendance ?

La médecine libérale permet, paraît-il, au malade de choisir le médecin qui va le soigner.

En réalité ce libre choix n'existe que pour les riches parce qu'il faut savoir que les soins ne sont remboursés par la SS que selon des critères d'économie qui annulent la liberté. Lorsqu'il n'existe qu'un médecin dans la localité où habite le malade, celui-ci ne pourra prétendre obtenir de la SS, quel que soit le praticien qu'il aura librement choisi, un remboursement supérieur à celui auquel il avait droit en prenant le médecin local. Où est le libre choix ? Même processus en cas d'hospitalisation, c'est le tarif de l'établissement le plus proche... à moins de payer moins cher ailleurs.

En s'interdisant de créer ses propres Centres de Santé où ses assurés pourraient être soignés correctement et gratuitement par ses médecins salariés, la SS aide à subsister un système dépassé, qui ne trouve sa justification que dans la défense des intérêts particuliers d'une petite fraction de la bourgeoisie cramponnée à des privilèges de caste.

Une enquête organisée en 1978 par le Syndicat National de la Médecine Rurale, à partir d'un questionnaire envoyé à ses adhérents, a révélé, sur 400 réponses reçues, que 70 % étaient favorables à la fonctionnarisation, sous condition d'un salaire mensuel garanti de 10.000 F.

Un récent sondage fait ressortir que 50 % des Français étaient prêts à changer de médecins en fonction du montant des honoraires exigés.

Faut-il croire aux sondages et aux enquêtes ?

Sans doute que non puisque la SS ne consulte jamais ses cotisants.

### CONTRIBUTION A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION REALISTE

Il n'est plus possible d'augmenter la contribution financière des entreprises de main-d'œuvre au financement de la SS.

Il n'est pas non plus convenable d'accroître sans arrêt la cotisation des travailleurs.

Après le pressurage des retraités va-t-on pressurer les chômeurs ?

En relevant les tarifs conventionnels les dirigeants des Caisses Maladie font un cadeau à la quasi-totalité des médecins sans améliorer les conditions difficiles de la minorité méritant un coup de chapeau (médecins de campagne dépeuplée, de montagne, etc.) qui n'effectuent pas 60 ou 80 actes par jour comme d'autres en ville.

La SS va supporter des dépenses accrues et les assurés un ticket modérateur plus élevé.

Il fallait faire admettre en échange de cet effort financier que les syndicats corporatifs médicaux reconnaissent comme normale la mise sur pied d'un secteur de soins par des médecins salariés par les Caisses Maladie.

La convention aurait déterminé un tarif de remboursement des assurés s'adressant au secteur de la médecine libérale où les honoraires seraient libres et décidés entre malade et médecins.

Il aurait été nécessaire de préciser que la SS ne considérerait pas indispensable de limiter le nombre des étudiants en médecine (que les meilleurs

gagnent) et que cesse la rente de situation qui constitue l'obtention d'un diplôme.

Les tarifs « libéraux » ne s'emballeraient pas si la profession n'était plus fermée. Si la condition des médecins n'était pas si lucrative, ne poursuivraient leurs études que ceux qui ont vocation de soigner et pas seulement de « faire du fric ».

### POUR UNE VERITABLE POLITIQUE DE LA SANTE

Le nombre des médecins doit— paraît-il — s'accroître de 50 % d'ici 1985.

Le corps médical est inquiet d'avoir à partager en trop de parts le gâteau que constitue la SS. Il réclame une limitation très stricte des étudiants en médecine comme en pharmacie.

Quels sont les besoins réels dans ces domaines ?

Le Conseil Economique et Social a examiné en mars 1979 un rapport qui mettait en évidence la pénurie qui règne en médecine du travail, en médecine scolaire et d'une manière générale dans les activités de prévention et de dépistage, toutes activités où les médecins sont payés à la fonction. Ce sont des salariés et comme tels ils sont loin de faire les « chiffres » de beaucoup de leurs confrères « libéraux » payés à l'acte.

Le système français de SS est simplement axé sur la médecine curative : on soigne le malade. C'est coûteux et pas toujours efficace. Il y a urgence à mettre sur pied une véritable éducation sanitaire des usagers à tous les niveaux, développer la prévention et organiser le dépistage.

En un mot, il faut respecter l'article 31 de l'Ordonnance du 19 octobre 1945 qui mettait sur pied la Sécurité sociale.

« La Caisse doit soumettre l'assuré et les membres de sa famille à certaines périodes de la vie, à un examen de santé gratuit. En cas de carence de la Caisse, l'assuré et les membres de sa famille peuvent demander à subir cet examen. »

Tout, ou presque, reste à faire dans ce domaine.

Les syndicalistes, tous les syndicalistes, ont du pain sur la planche.

Le 7 juin 1980.

J. HERVE.

Le nombre des chômeurs, en mars 80 a augmenté de 6,2 % par rapport à mai 79. Mais le nombre des chômeurs *indemnisés* diminue ! En effet, le droit à l'indemnisation cesse après un an de chômage et environ un quart des sans-travail le sont depuis plus d'un an.

Telle est la politique de « l'amélioration de la productivité » au détriment des effectifs, poursuivie par le gouvernement français et le patronat.

## CEUX QUI S'EN VONT

PAVEL THALMANN

nous a quitté le 16 mars 1980.

Ayant fui le régime nazi, il s'était réfugié en France. Vieil abonné à la RP il a lutté toute sa vie pour la liberté et pour un monde sans Etats ni frontières ». Nous adressons toutes nos condoléances à Clara, sa compagne, et à ses amis.



# Henri Poulaille et la littérature prolétarienne

Je viens de lire une lettre de Jean Prugnot à Camille Frossart, la fille de Gabrielle et Louis Bouët. Notre vieux camarade — qui compte parmi les plus vieux abonnés de la RP — raconte la terrible agonie d'Henri Poulaille, mort le 30 mars dernier... qui pendant ses dernières semaines, quoique probablement lucide ne pouvait plus communiquer que par gestes.

Voici un extrait de cette lettre... le plus bel hommage que l'on puisse rendre à l'ami disparu.

*J'étais lié d'une amitié vraie avec Henri depuis les années 30, à peu près 50 ans. Je pense avec émotion au passé, aux longues heures en sa compagnie, à tout ce que je lui dois. Et voyez comme la presse — celle en particulier de « gauche » dont l'audience est importante — s'est montrée avare de mots. Quelques lignes reléguées dans un coin du *Matin* et de *l'Huma*, un écho dans *l'Unité*, rien dans *l'Observateur*. Pour *Libération* je ne sais pas encore. Un petit article en dernière page des *Nouvelles Littéraires*. Rien dans *La Quinzaine Littéraire de Nadeau* (à qui je viens d'écrire). Le meilleur article : dans *Lutte Ouvrière* la 12 avril. *Le Monde* a été correct. Depuis, un bon article de Faucier dans *Le Réfractaire*, quelques lignes dans *l'Union Pacifiste*...*

*A côté de cela, quel tintamarre à la mort de Sartre, quinze jours plus tard ! Des pages et des pages, des numéros spéciaux... Sartre lui-même n'aurait guère apprécié. Le vrai est qu'Henri, son action et son œuvre, gênent toujours « l'élite » bourgeoise d'abord — ce qui va de soi — mais aussi les politiciens carriéristes de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, et tout un aréopage d'intellectuels « progressistes » prudents dans leurs discours, ou sectaires ou, bien souvent, ignorants. N'en fut-il pas de même pour Martinet, pour vos parents et pour l'effort exemplaire d'Hasfeld ? (pour ne citer que ces noms).*

*J'espère que nous parviendrons à remettre Poulaille à sa vraie place. Cela n'est pas urgent. Il faut laisser décanter, laisser passer un peu de temps.*

Je me retrouve dans ce passé qui est un peu le mien... et si je m'accorde avec Prugnot sur les causes de l'espèce d'ostracisme dont Poulaille est encore victime, je ne me résigne pas à une telle injustice... J'ai découvert l'écrivain avant le camarade. J'avais lu — en feuilletons probablement dans *l'Humanité* dont Marcel Martinet fut le directeur littéraire de 1920 à 1923 — « deux longues nouvelles : *Ils étaient quatre* et *Le Train fou*... et j'avais été empoigné par le style... ce réalisme qui « vous saisit aux tripes ». Henri Poulaille s'était déjà affirmé comme le leader de « La Littérature prolétarienne », lorsque j'eus la révélation directe de la signification de son manifeste de 1930, en lisant « *Le Pain quotidien* ». Sans doute, son Magneux, gars de la Batisse, incarnait-il le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 dans sa lucide spontanéité ouvrière. Mais ce que je retrouvais dans l'ouvrage de Poulaille, c'était mon enfance dans ces quartiers ouvriers de la Folie-Méricourt et de Saint-Ambroise, c'étaient ces familles populaires si proches les unes des autres, ces femmes, ces mères dont le bon sens éclatait dans un

argot pittoresque, qui, au-delà de leurs commérages quotidiens, prouvaient dans les crises exceptionnelles une solidarité trop naturelle dans la générosité pour qu'on la remarque et la qualifie. J'ai connu ensuite le militant Henri Poulaille dans quelques rencontres édifiantes. En 1938 je recevais son dernier ouvrage d'avant-guerre avec cette dédicace douloureusement ironique : *A Roger Hagnauer, Henri Poulaille qui s'est juré de ne plus jamais manger du PAIN DE SOLDAT* (titre entouré d'un double trait noir). Quelques mois plus tard, tous deux mobilisés, nos noms s'alignaient au-dessous du tract de Louis Lecoin : *Paix immédiate*.

Henri Poulaille née en 1896 dans un milieu ouvrier, orphelin de père et mère, obligé de gagner sa vie à 13 ans, travaillant 12 heures par jour, plusieurs heures la nuit, mobilisé, subissant la guerre dans les premières lignes, comptant à sa démobilisation parmi les « héros qu'on n'attendait plus », obligé de « faire la queue » dans les bureaux de placement ou plusieurs nuits devant le journal *l'Intransigeant*, acceptant les emplois qui tombaient : hommes-sandwich, déchargeur dans une gare, employé dans une usine de spécialités pharmaceutiques à 10 F par jour, entrant enfin « le 2 mai 1923 chez Grasset l'éditeur pour « un assez long bail : trente-trois ans et demi ». — Voilà une formation prolétarienne dont on ne peut contester l'authenticité. Et c'est pendant des « loisirs » chèrement marchandés (il n'y avait encore ni vacances payées, ni assurances sociales) que Poulaille composa sa première œuvre achevée : *Ahasvérus* (*Le Juif errant*) dans *l'anonymat glorieux* — manuscrit qui ne fut publié qu'en 1974... où l'on retrouve des pages saisissantes sur la guerre reprises dans *Pain de Soldat*. Il publia des contes, des essais, des poèmes... dans *La Vache enragée* de Maurice Hallé et Roger Toziny. Et c'est en 1922 que la rencontre avec notre cher Marcel Martinet... qui lui ouvrit « les rez-de-chaussée » de *l'Humanité*, orienta la vocation de Poulaille. C'est le poète des *Temps maudits* qui lui demanda « de faire la grande fresque ouvrière que vous seul, sans doute, êtes dans les vraies conditions pour mener à bien ».

Avant la guerre, Martinet libertaire collaborateur des *Temps Nouveaux* de Jean Grave et de la *Vie Ouvrière* de Monatte, avait déjà lancé un appel pour « un art de classe ». Rien de commun avec l'infantilisme nauséabond de la littérature dite populaire, d'une vulgarité humiliante. Art de classe c'est : internationalisme et fraternité : *l'homme amené à jouir de la profusion des richesses disséminées dans tous les peuples, sous tous les climats, l'artiste s'arrachant à l'idée vaniteuse et naïve de son isolement et de sa supériorité*.

Et c'est tout naturellement dans l'esprit d'un tel précurseur qu'Henri Poulaille lança en 1930 son manifeste pour « un nouvel âge littéraire ». Après la guerre, *l'Ecole populiste*, animée par André Thérive et Léon Lemonnier, réagissant à la fois contre la sécheresse primaire du naturalisme et l'intimisme de Marcel Proust (faut-il préciser que je reste fidèle à Emile Zola et que j'admire profondément Marcel Proust)... entendait chercher dans le peuple... « la



matière romanesque ». Pour Poulaille, rejoint par Tristan Rémy, Edouard Peisson... peut-être Eugène Dabit... il faut opposer à la cohue du peuple... informe et fluctuante... la classe ouvrière à laquelle l'écrivain prolétarien doit appartenir. Des auteurs qui sortent du prolétariat, écrivant *par* et *pour* le prolétariat... des témoignages humains sur la vie ouvrière, les luttes et les espoirs ouvriers. Martinet par cette noble discrétion que l'on retrouve chez Albert Camus, se jugeait — lui nourri d'humanisme littéraire — mal qualifié pour écrire de telles œuvres. Et son choix d'Henri Poulaille se révéla singulièrement efficace.

On s'étonnait que Poulaille — surtout en ses dernières productions — semblât s'éloigner de ses premières et exclusives ambitions. Je retrouve au contraire en lui cette soif de connaissances et de culture qui caractérisait tous ces autodidactes — syndicalistes révolutionnaires — groupés autour de la *Vie Ouvrière* de Monatte... avec qui Poulaille eut de fréquents contacts, lorsqu'il était son voisin à Vanves. Lisez dans Ahasvérus — la dernière œuvre publiée de Poulaille — la liste de ses ouvrages publiés et celle de ses 25 ouvrages inédits, prêts... qu'il se refusait à présenter devant la carence actuelle de l'édition... Vous pourrez constater l'extraordinaire érudition acquise par ce gars... salarié à 13 ans. Je ne l'ai pas suivi lorsqu'il a repris la campagne de Pierre Louÿs contre Molière (usurpateur de pièces écrites par Corneille ?). Mais sa démonstration n'est pas négligeable. Et j'ai beaucoup aimé sa *Grande et Belle Bible des Noël's* (trois volumes malheureusement épuisés). Il laisse encore dans ses « inédits » des anthologies sur les « chansons », des recueils de contes pour « des enfants qui sont encore des enfants »... un « florilège poétique », des études sur la *Littérature prolétarienne*, les *Ecrivains du Peuple*, etc. Tout cela devrait être édité ou réédité.

On pourrait aussi retrouver pour les placer dans les bibliothèques publiques, la collection de *Maintenant...* recueil de textes, études, documents, témoignages, ... illustrations et reproductions, publié sous la direction d'Henri Poulaille en 1946, 1947, 1948.

Jean Prugnot ne pourrait-il s'en occuper ? ... lui qui collabora à ces cahiers d'une richesse inestimable ? Je trouve dans les sommaires que je possède : les noms de Ramuz, Peisson, Upton Sinclair, Stéphan Zweig, Roupnel (l'historien de la campagne française), Léon Werth, Emile Guillaumin, Ludovic Massé, Gaston Couté, Georges Darien (l'auteur de Biribi), Neel Doff, Edouard Dolléans (évoquant Eugène Varlin), Elie Faure, De Gorter, Max Jacob, Katherine Mansfield, Marcel Martinet, Clara Mesnil (souvenir sur Elisée Reclus), Marcel Millet, Régine Pernoud, G. Pillement, Ch. Plisnier, Henriette Roland Holst, Romain Rolland, J.-P. Samson, Saint-Pol Roux, Emile Verhaeren, Lucien Gachon, Léon Gerbe, Francis Jourdain, Andréas Latzko, Louise Michel, Magdeleine Paz, Paul Valéry, etc., des « nouveaux » comme Florence Littré, Michel Ragon, R. Bessus, ... etc.

C'est dans *Maintenant* (n° 8 de janvier) que j'ai découvert Blaise Cendrars... et retrouvé Paul Robin, (le grand pédagogue libertaire, fondateur de Cempuis l'homme et l'œuvre dans une étude de Jean Vidal (qui fut aussi l'un des amis les plus chers de Pierre Monatte).

Que d'érudition encore dans la préface d'Ahasvérus, sur la légende du Juif Errant... qui avait tenté Goethe, Shelley... Edgard Quinet et inspiré à Han Ryner : *Les Apparitions d'Ahasvérus*. Mais je puis encore tenter un rapprochement avec Henri Poulaille. Comme lui j'ai connu *Le Juif Errant* par le roman d'Eugène Sue... si accablant pour la Compagnie de Jésus...

Cependant ce n'est pas seulement pour ma satisfaction personnelle que je m'attarde ainsi à évoquer Henri Poulaille... leader de la « littérature prolétarienne »... qui fut pendant longtemps un de nos compains les plus sûrs et les plus fidèles. C'est parce que ces retrouvailles sont une véritable cure de jouvence, dont je voudrais faire partager à mes cadets tout le charme et l'efficacité.

Notre ami Georges Navel — qui prend naturellement place dans ce palmarès de la littérature prolétarienne — disait dans une lettre à Paul Géraudy (*Témoins* de juin 1961) : « *Je ne suis pas réellement un écrivain, un de ces hommes qui peuvent écrire pour un public sans visage* ». Il est heureux pour nous que Georges ait écrit... sans être un écrivain. Mais j'apprécie sa formule du public sans visage.

Le public auquel je pense m'est particulièrement cher, parce qu'il porte un visage humain et ouvert. Je souffre des grossières banalités ou des aberrantes et morbides complications qui frappent ces jeunes regards. J'entendais dernièrement débattre des problèmes qui se poseraient en marge du mouvement révolutionnaire et placer sur le même plan : les revendications régionales, la libération des femmes et la... défense des homosexuels (ces nouveaux damnés de la terre !). Je souhaite passionnément que nos jeunes lisent ou relisent Marcel Martinet, Henri Poulaille, Georges Navel pour retrouver simplicité et santé, pour qu'à travers ces auteurs qui sont nôtres, ils entendent parler librement leur esprit et leur cœur !

**Roger HAGNAUER.**

P.S. — En nous transmettant la lettre de Prugnot, Camille Frossard ajoute ce précieux témoignage :

*J'aimais beaucoup Poulaille... Les extraits de son Pain quotidien que je lisais à mes élèves de fin d'études (de 14-15 ans), pendant les séances de couture préparant au vieux certificat d'études, leur allaient droit au cœur. Et elles me suppliaient de passer les récréations, les jours suivants, à leur lire « la suite »... Le quartier du Reptou était un des plus pauvres de Biarritz, avec une population surtout de HLM et d'émigrés espagnols et portugais... Beaucoup d'élèves trouvaient, dans ce Pain quotidien un écho très réaliste (et particulièrement émouvant pour elles) de certains épisodes de la vie de leurs propres grands-parents...*

#### ERRATUM

Dans le dernier numéro d'avril-mai 1980 s'est glissée une erreur malheureuse.

La brochure :

**L'Action Syndicaliste de Victor Griffuelhes se présente avec une préface non pas de Jean Maitron**

**mais avec une préface tirée du Dictionnaire bibliographique publié sous la direction de Jean Maitron.**



## SYNDICALISME ET LAICITÉ

J'ai lu avec beaucoup d'attention la belle lettre indignée du camarade Antonin Lac à propos de mon « papier » paru dans la RP de février : « Lettre d'un révolutionnaire moderne à un syndicaliste passéiste » et je suis navré : de deux choses l'une : ou Antonin Lac n'a pas compris mon article (car je suis d'accord 100 % avec lui) ou je me suis mal fait comprendre. Il est trop facile d'accuser l'autre. Aussi est-ce la dernière solution que je retiendrai : cela m'apprendra à vouloir manier l'ironie ! Bien sûr, le Conseil des Ministres du 27 décembre a favorisé l'enseignement privé. Bien sûr, Hans Küng a été condamné par le pape. Bien sûr, Georges Marchais n'a pas condamné l'intervention soviétique en Afghanistan. O pièges de la rhétorique ! Je me voulais spirituel : je n'aurais été qu'obscur ! Camarade Lac, pardonne-moi ! en toute laïcité (notre idéal commun), c'est ma faute, c'est ma faute, c'est ma très grande faute...

Et je te suis très reconnaissant de ta missive car elle m'a confirmé dans le sentiment que des camarades lecteurs veillaient au (bon) grain laïque.

Car le combat pour la libération de l'homme et par conséquent pour l'Ecole publique continue comme le montre le mouvement de grève mené par la FEN les 24, 25 et 29 avril derniers.

Rappelons ses motivations : depuis des mois, la FEN a mis en garde le gouvernement contre la nocivité de sa politique en matière d'éducation nationale en indiquant en particulier combien l'acceptation par M. Beullac de budgets en régression conduisait à compromettre les chances de la jeunesse en lui faisant subir l'actuelle politique d'austérité. Comme le déclarait André Henry dans une interview accordée à « Tribune », organe du Syndicat National Autonome de la Banque de France (qui participa naguère au PUMSUD \*) : « Il ne s'agit pas seulement d'un problème corporatif ou d'un problème quantitatif — ce n'est pas seulement la question posée par quelques centaines de postes que l'on transférerait d'un endroit à l'autre — il s'agit en réalité d'un problème fondamental parce que dans un monde où les pays en voie de développement vont prendre une place considérable, l'avenir économique de la France, l'équilibre de sa balance commerciale dépendront de sa capacité à exporter l'innovation c'est-à-dire en fin de compte sa matière grise. Tout devrait donc conduire le gouvernement aujourd'hui à accorder la priorité aux investissements d'éducation et aux actions de formation. Par sa politique, il tourne, on le sait, radicalement le dos à cette voie au moment même où la baisse démographique pourrait lui permettre pourtant de mettre en œuvre les améliorations indispensables.

Le mouvement des enseignants auquel s'est associée le 26 avril la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des Ecoles publiques (Cornec) par la jour-

née « Ecoles désertes » a été massivement suivi. La démonstration a eu lieu. Le rapport de forces a été créé. Espérons que nos amis de la FEN réussiront dans les négociations qui s'ouvrent maintenant avec M. Beullac et M. Soisson a obtenu des résultats substantiels. Le Ministre a déclaré que les « vrais dossiers » se trouvent sur son bureau. Les syndicalistes ont aussi les leurs. Il est donc clair que la balle est maintenant dans le camp gouvernemental et que celui-ci, en cas d'échec, prend la responsabilité de la situation ainsi créée. Ce serait, dans cette dernière hypothèse, à la FEN de poursuivre l'action sous des formes qu'il lui revient de déterminer mais d'ores et déjà, deux dates s'imposent impérativement : celles de la prochaine rentrée et, à l'automne, de la discussion du budget 81.

Ces réflexions conduisent à se demander — compte tenu du caractère de la FEN — que représente l'idéal laïque dans le monde du travail aujourd'hui ? Comment s'explique son taux de syndicalisation élevé — fait exceptionnel dans les organisations revendicatives ? Pourquoi des mots d'ordre sont généralement suivis par la majorité des enseignants ?

Le problème laïque est en effet au cœur du débat que pose un mouvement syndical affaibli par la division ouvrière. La réunification sera-t-elle un jour possible ? Je ne suis pas prophète mais si un mouvement syndical uni et démocratique pour le plus grand bien des prolétaires renaissait, il ne pourrait se constituer pour être viable, crédible, efficace que sur la reconnaissance formelle de la laïcité contenue d'ailleurs explicitement dans les Chartes d'Amiens et de Toulouse ce qui suppose notamment :

- l'indépendance à tous les niveaux du mouvement syndical ;
- le non-cumul des mandats politiques et syndicaux ;
- le droit et la possibilité effective d'expression pour les différents courants de pensée qui animent la classe ouvrière.

Certes la magie des mots comme celui de « recensement » par exemple, peut faire momentanément illusion mais elle n'efface pas la réalité des faits auxquels doivent se soumettre les syndicalistes et ce n'est pas un hasard — quand s'étale avec la déception de la base, la division syndicale — si c'est au siège de la FEN que se retrouvent Edmond Maire et Georges Ségué le 29 avril pour tenter d'organiser un 1<sup>er</sup> mai unitaire. Même si la tentative a échoué, il y a dans cet événement plus qu'un symbole et c'est aux salariés de faire entendre à leurs « guides » qu'ils sont las et écœurés des querelles des états-majors et de la subordination du syndicat au politique.

Il ne faut donc pas chercher ailleurs que dans le respect des principes laïques la raison du fort taux de syndicalisation chez les enseignants. La FEN est la seule organisation au sein de laquelle l'unité syndicale est réalisée. Dès lors qu'une corporation ne se divise pas, chaque famille de pensée peut s'exprimer, faire des propositions, discuter. La coha-

(\*) « Pour un mouvement syndical uni et démocratique » lancé à l'initiative des camarades Aimé Pastre de la CGT, de Denis Forestier du SNI et de Roger Lapeyre de la CGT-FO.



bitation même difficile est préférable à condition qu'elle se fonde sur le respect des autres et de soi-même à la scission et l'unité entraîne la représentativité. Il n'y a pas de secret.

Quant au suivi des mots d'ordre, c'est une autre question tout aussi importante et il convient à ce propos de prêter attention aux déclarations du camarade André Henry exprimées dans l'interview cité ci-dessus. « Les plates-formes revendicatives fourretout n'aboutissent à rien et le piège de la globalisation donne au gouvernement l'occasion de tout refuser en bloc... Mais — ajoute-t-il — quand au contraire, l'organisation syndicale, en toute responsabilité, fait un choix dans ses revendications et appelle ses adhérents à la lutte sur un objectif clair et précis, cet appel est compris et massivement suivi. Autrement dit, si nos mots d'ordre sont entendus, c'est parce que la FEN veut pratiquer un syndicalisme responsable et que les syndiqués savent que nous ne les entraînerons jamais dans l'aventure des grèves à répétition. »

Comment ne pas voir dans cette conception à laquelle nous adhérons l'expression de l'attitude laïque qui ne considère pas les syndiqués comme une masse de manœuvre qu'il conviendrait de mener les yeux fermés là où des « clercs » — aparatchiks ou « révolutionnaires professionnels » auraient décidé de les mener.

D'aucuns considèrent la laïcité comme une vieille lune à ranger au magasin des accessoires. En réalité la prise de conscience des principes qui l'animent peut seule hâter l'indispensable transformation sociale.

Jean MOREAU.

## PARMI NOS LETTRES

### Controverse autour de la « Chronique anticléricale »

(voir numéros de février et d'avril-mai)

de Antonin LAC (Cantal) qui n'avait pas compris tout de suite l'ironie... mais qui n'en pense pas moins :

*« J'eusse préféré que vos lecteurs ne sussent point que j'eus, dans un passé récent, la « compréhensible » vraiment obtuse et qu'ils reçussent, sans mon commentaire, le nouveau texte de Jean Moreau que je viens de suçoter, texte qui neutralise efficacement le premier.*

*Je pense même maintenant que Jean Moreau est un tantinet sectaire et, par conséquent, pas très laïque. »*

de Daniel SERVET (Strasbourg) :

*Je voudrais évoquer les propos du clérical de service qui offre la caricature de la laïcité en se prenant pour le bon Dieu ! Vouloir juger des abus cléricaux sur quelques actes c'est vouloir juger la pensée marxiste sur les œuvres du (saint) père Staline ! Mois aussi je connais une histoire de curé dingue qui abusait de son autorité sur des enfants débiles (de bonne bourgeoisie qui payait et fermait les yeux, c'est tellement plus pratique). Sauf que c'est le syndicat CFTD qui a levé le lièvre, et c'est l'acharnement d'une bonne sœur qui, après deux*

*ans de procédure et de tracasserie, a contraint la justice à s'intéresser au cas.*

*Cela ne m'empêche pas de trouver dangereux la toute-puissance d'une église, dangereux les dresseurs de bûchers pour les ennemis de la « vraie » foi, odieux ceux qui au lieu de s'en prendre aux idées, aux actes et aux entreprises s'en prennent à l'homme comme tel et préfèrent manier l'insulte plutôt que la raison. Un peu facile aussi de se donner d'avance un satisfecit en traitant de crétin le possible contradicteur ! Ceci n'est pas de la laïcité, c'est du stalinisme !*

*A côté de ça, on laisse tomber l'invasion de la société par l'idéologie religieuse, la prééminence donnée à l'église catholique dans les manifestations spirituelles (comme si cela allait de soi ! En quoi le Vaudou est-il inférieur à la messe ?).*

*Sans parler des sectaires des églises marxistes, freudiennes, technocratiques et autres qui bouffent en paix (avec la bénédiction syndicale s'il vous plaît) les structures sociales ! L'église CNPF se réservant en échange le bon dieu consommateur, le bon dieu météo et tous les saints du Club Méditerranée ! Avec une peau de bœuf ou d'immigré musulman en prime !*

*Que d'anciens enfants de chœur qui sont déçus de n'avoir pu être curé (même si le bon Dieu c'est Jules Ferry et la messe la table de multiplication) veuillent bouffer toute crue la concurrence, je l'admets très bien, au nom d'une tolérance qui a l'air de manquer à certains ! Mais de grâce, n'appellez pas ça « chronique anti-cléricale » ! L'anti est de trop, bon dieu !*

D. S.

### A PROPOS DE LA REUNION DE TOULOUSE AUTOUR DE CHARBIT

Avec la RP, j'ai toujours été « à la bourre », comme on ne dit pas dans notre Midi.

J'ai attendu jusqu'au 12 avril 1980 pour « voir » pour la première fois Charbit, Hagnauer, Delaunay. Comptez combien d'années ça fait ; moi, je n'ose pas.

A la fin du repas : « Alors, c'est toi le rouspéteur ! », m'a interpellé Charbit, qui m'a demandé ce que je pensais de la RP.

J'ai saisi la balle au bond, et pour justifier ma réputation de vieux cabochard, je lui ai glissé à l'oreille que ce que j'aimais le moins dans la RP, c'était son titre. Et toc !

Invité à m'expliquer (Charbit n'avait pas l'air très content), je me suis exécuté : « Je suis de plus en plus libertaire et de moins en moins révolutionnaire », lui ai-je dit, provoquant et penaud à la fois.

— Ah, ah ! m'a répondu Charbit en me mettant la main sur l'épaule, il faudrait en parler.

Pas facile, quand on a largement sacrifié, comme je n'y manque jamais lorsque l'occasion s'en présente, au Gaillac et au Corbières, et que, par-dessus le marché, on a l'esprit de l'escalier !

Et nous en sommes restés là.

En parler, mon cher Charbit ? Eh bien, deux mots seulement : La Révolution Prolétarienne ?

La Révolution... « c'est l'opium du peuple », a écrit quelqu'un pour qui je ne suis certainement pas le seul à la RP à conserver un immense respect, quelqu'un qui n'était pas tout à fait des nôtres et à qui, cependant, la RP a ouvert, en son temps, ses colonnes : Simone Weil !



... Prolétarienne. « Donnez le pain au peuple, l'idéal lui en viendra de lui-même ! » (Proudhon). On a donné le pain au peuple, et celui-ci nous a donné Marchais, Séguy, Bergeron. Est-ce l'idéal ? On a donné le pain à Billancourt avec, en plus, quelques salades, et Billancourt est, en définitive, beaucoup plus intégré à la société occidentale (sinon beaucoup plus près — je vais faire hurler — de ses exploités) qu'il ne se sent solidaire des damnés de la terre du tiers-monde. Berce les masses en leur racontant, hier, qu'elles ont été créées à l'image de Dieu, qu'elles ont une âme immortelle, aujourd'hui, qu'elles portent en elles l'espérance\* du grand soir, même fables, fariboles, flagorneries !

En deux mots, je crois en avoir assez dit.

Il n'en reste pas moins que, son titre mis à part, c'est la R.P. qui m'a, politiquement, dénié !

**Jean TEILHAC.**

(\*) Que dis-je, l'espérance, la promesse du grand soir !

#### DE PIERRE AUBERY

Ce qui me frappe, en lisant les journaux français qui me parviennent ici, essentiellement le *Nouvel Observateur*, le *Figaro Magazine* et de temps en temps un exemplaire du *Monde*, c'est la place et l'importance excessives accordées aux questions de personnes et aux querelles de préséance. Cela entraîne une certaine désinvolture à l'égard des faits, des questions et des problèmes pratiques. A lire la presse on pourrait croire que ce que pense, ce qu'écrit, ce que dit un Chirac, un Rocard ou un Marchais, leur biographie, leurs traits de personnalité, ont vraiment de l'importance pour la France et même pour le reste du monde. En réalité, surtout lorsqu'on observe tout cela d'un peu loin, on se rend compte que les vrais problèmes résultent, non pas de combinaisons politiques, mais de processus matériels, de transformations technologiques, de l'abondance ou de la rareté des ressources naturelles. Il m'apparaît comme de plus en plus évident que les décisions relatives échappent aux hommes politiques et aux gouvernements et sont prises par de très petits groupes de banquiers et d'hommes d'affaires. C'est pourquoi aux Etats-Unis la politique, telle qu'elle se manifeste dans la campagne présidentielle, par exemple, apparaît de plus en plus comme relevant du spectacle et des jeux du cirque tandis que l'inflation, la crise de l'énergie, les progrès de la pollution nucléaire et chimique menacent les assises même de la Société. Barry Commoner, le champion de l'énergie solaire et de la défense de l'environnement naturel, vient d'être élu président d'un nouveau parti populaire. Ce qu'il a à dire retient certainement l'attention d'un nombre croissant de personnes concernées par les problèmes dont des incidents quasi quotidiens soulignent la gravité. On vient de publier — dans un autre ordre d'idées — une statistique qui indique que le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté sensiblement entre 1967 et 1978 dans les secteurs fortement syndicalisés (jusqu'à 35 % pour les ouvriers des aciéries) alors qu'il a diminué de 3 à 16 % là où les syndicats sont faibles ou inexistantes comme dans les assurances, les banques et l'enseignement supérieur.

J'ai l'impression que la RP a elle aussi ses ques-

tions de personnes ! Que se passe-t-il au juste ? J'espère que cela ne compromettra pas la continuation d'une publication qui, même modeste, permet à des voix qui autrement seraient étouffées de se faire entendre.

Cordialement.

P. A.

## ENTRE NOUS

*Il y a déjà quelque temps que nous n'avons parlé, entre nous, de la santé de la « RP ». Les lecteurs attentifs ont pu quand même tâter son pouls et prendre sa température. Point n'est besoin de rabâcher sur les difficultés financières : elles sont connues et se traduisent par une certaine irrégularité dans la parution des numéros. Aussi, par la réduction du nombre de pages, en dépit d'une copie abondante. Cependant, le numéro précédent (six-cent-cinquante-neuvième du genre) avait vingt pages et son « cuisinier » a pu s'enorgueillir de son contenu et de sa présentation. S'il a mal jugé, les lecteurs critiques seront là pour le lui dire.*

*Après le numéro présent (juin-juillet), nous allons nous reposer un peu. Mais nous ne devons pas être en repos pour ce qui est de l'avenir à court terme de la « RP ». En septembre, se posera de façon aiguë la question de sa prolongation. Ce n'est pas seulement l'état de la caisse qui en décidera (mais celui-ci en priorité). Nos abonnés perspicaces (ne le sont-ils pas tous ?) ont pu déceler quelque frottement dans les engrenages. Quand la situation est mauvaise, les oppositions de personnes, de caractères, d'idéologies se découvrent et s'exaspèrent.*

*Cela ne devrait pas se produire chez nous, avec le minimum de tolérance qui est la condition de notre travail commun. La « RP » est un carrefour. Ses militants y aboutissent parfois par des voies différentes. Ils sont heureux de se trouver ou de se retrouver. Certains, après une longue carrière de militant, y goûtent enfin la liberté de dire ce qu'ils pensent sans contrainte idéologique. D'autres qui font leurs premiers pas dans l'activité syndicaliste, y trouvent un cercle de formation et de liberté. Ils s'étonnent quelquefois, par la contagion des sectarismes extérieurs, de ces différences d'opinion qui s'expriment ici sur chaque problème concret de la vie ouvrière et sur l'orientation générale du mouvement syndical. Ils auraient tort d'en être rebutés, car c'est justement ce par quoi l'existence de la « RP » se justifie.*

*Cette philosophie suppose un lien supérieur de camaraderie et de fraternité. S'il s'avérait que cette union solidaire ne se maintient pas, c'est alors qu'il faudrait, avec amertume mais lucidité, jeter le manche après la cognée.*

*Camarades, nous verrons tout cela en septembre après vous avoir consultés. Sera posée aussi la question du remplacement du responsable de la revue (« directeur de la publication » selon la loi). Il est atteint et dépassé par la limite d'âge. C'est à ce point que l'on pourra juger aussi des ressources et de la vitalité de la « RP ».*

*Nous avons eu, à la fin d'avril, le repas fraternel du cinquante-cinquième anniversaire. Il fut l'occasion d'une bonne rencontre amicale. Mais nous avons pu constater aussi les vides que, dans la période quin-*



quennale écoulée, la disparition de beaucoup de nos amis actifs a creusés parmi nous. Ces vides n'ont pas été comblés.

Les deux essais que nous avons faits, à Toulouse et à Saint-Etienne, pour aller au-devant de nos abonnés de province, n'ont pas été inutiles. Ils ont quand même révélé une certaine lassitude et, surtout, la grande difficulté de « la relève » des militants. A Saint-Etienne, les amis qui nous ont reçus très cordialement, ont quand même pris certains engagements qu'ils tiendront, souhaitons-le. Peut-être leur nouvelle collaboration se traduira-t-elle déjà dans ce numéro.

Voilà, chers camarades, ce que nous avons à vous dire avec une insistance significative. L'avenir immédiat de notre « RP » dépend de vous, de nous tous, des échos qu'aura cet « entre-nous ». Mais le temps est venu de répondre à cette interrogation : la « RP » a-t-elle vécu ce qu'elle devait vivre, ou bien doit-elle continuer à voguer vers son soixantième anniversaire, « contre vents et marées », comme l'écrivait encore un camarade dans notre numéro précédent ?

R. G.

## A TRAVERS LES LIVRES

Nous avons reçu de la librairie « Plein Chant » (Bassac - 16120 Châteauneuf-sur-Charente) deux ouvrages d'écrivains authentiquement prolétariens :

### L'Ascension

de Lucien BOURGEOIS.

### Histoire de ma mère et de mon oncle Fernand

de Constant MALVA.

Le premier livre, édité pour la première fois en 1925, reparait aujourd'hui avec une préface de Jean Prugnot. Lucien Bourgeois (1882-1947) passa la plus grande partie de sa vie dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris où il est né. Il a réussi à se faire un nom dans les lettres, grâce à l'appui, notamment, de Marcel Martinet et de Henry Poulaille. *L'Ascension* est son autobiographie. Elle est et elle restera un document irremplaçable sur la vie misérable, au début de ce siècle, des couches sous-prolétariennes. Lucien Bourgeois a connu, vraiment connu, la misère, celle qui vous retrouve chaque matin, quand on a réussi encore à dormir sous un pauvre toit. Il s'est débattu contre elle, matériellement et moralement. Matériellement, en exerçant ces petits métiers incertains qu'offrait alors la petite industrie parisienne : « trente-six métiers, trente-six misères ». Moralement, par un incroyable effort de culture personnelle. Il s'élève ainsi lui-même vers la liberté et c'est pourquoi il intitule son ouvrage « L'Ascension ». Ce n'est pas parce qu'il pense s'être élevé au-dessus de sa classe. Il y reste fidèle jusqu'au bout. Sans idéaliser ces « couches inférieures » du peuple, son cœur est avec elles et, même matériellement, il ne s'en est jamais beaucoup éloigné.

Il a touché un moment aux milieux intellectuels, à l'heure des « Universités Populaires ». Il a même travaillé quelque temps dans cette célèbre petite boutique de la rue de la Sorbonne où Charles Guieysse éditait ses « Pages Libres », où Pierre Monatte devait travailler lui aussi et lancer « La Vie Ouvrière ». Lucien Bourgeois fut très vite déçu

par « les intellectuels de gauche » de l'époque. Nous le retrouvons, dans son milieu, écrivain-ouvrier authentique.

Claude Malva, lui, est un autre type de prolétaire. C'est un mineur du Borinage. Avec lui, nous descendrons au fond. Avec lui, nous vivrons la pauvre vie des mineurs dans l'environnement triste des terrils. Plus qu'une autobiographie, c'est la description de l'existence, au jour le jour, d'une famille de mineurs. Sur son cahier d'écolier, aussi simplement que s'il vous parlait à la table de l'estaminet, Claude Malva vous raconte « l'histoire de sa mère et son oncle Fernand ». Et ce récit, dont les personnages se croyaient sans histoire, suffit à nous émouvoir profondément. Henry Poulaille qui a écrit la préface de cet ouvrage d'un bon compagnon, ne cache pas son emballement : « C'est peut-être, écrit-il, l'œuvre la plus directe qui ait été écrite dans notre langue.

Ces deux petits livres bénéficient, dans leur réédition par « Plein Chant », d'une présentation très soignée, très agréable à l'œil.

### Ces Allemands qui ont défié Hitler

de Gérard SANDOZ (Editions Pygmalion - Gérard Watelet, Paris).

Nous avons déjà présenté cet ouvrage important, nécessaire, dans notre précédent numéro. Nous avons rendu compte de la première partie du livre qui traite de la résistance anti-hitlérienne de « gauche ». Nous pouvons ainsi l'appeler, d'une manière d'ailleurs discutable, parce que ses héros et ses victimes étaient des communistes et des socialistes. Quand ils ne furent pas assassinés, ils peuplèrent les premiers camps de concentration où les résistants français devaient les rejoindre.

Avec la deuxième partie de l'ouvrage, nous abordons ce qu'on pourrait appeler la résistance de « droite », bien que Willy Brandt, dans son interview en postface, conteste cette désignation. Elle fut de « droite » incontestablement à l'origine. Toute une fraction de la caste prussienne traditionnelle ne se reconnaissait pas dans ce plébéien de Hitler et dans ses sbires. Von Stauffenberg, l'auteur principal de l'attentat du 20 juillet 1944, est le représentant typique de cette opposition. Il est vrai qu'à cette date, nombre de généraux et autres seigneurs de la guerre, adhéraient sur le tard à la conjuration, alors que la défaite était déjà inscrite dans les faits, à l'Est comme à l'Ouest. Mais la conjuration remontait bien avant et dans son foyer, « le cercle de Kreisau », se côtoyaient des « nationaux » allemands et des social-démocrates. On sait comment Hitler échappa miraculeusement à l'explosion de son quartier général, pourtant remarquablement conduite par Von Stauffenberg.

Gérard Sandoz nous décrit, dans son étendue et son horreur, la répression qui suivit l'attentat manqué. Toute cette dernière partie de l'ouvrage nous découvre un aspect mal connu de l'opposition allemande au national-socialisme. Nous y rencontrons même le « national-bolchevisme ». Ce ne sera pas la première fois, ni la dernière fois.

Conclusion : lisez ce livre pour étayer une conviction déjà établie, et, surtout, faites-le lire à ceux qui sont encore intoxiqués par la xénophobie anti-allemande.

R. G.



## LES ARCHIVES BOUËT

Louis et Gabrielle Bouët avaient accumulé, dans leur petite maison de Saumur, de très importantes archives. Après la mort de Gabrielle Bouët, elles ont été transportées à Paris par les soins d'Yves Dechezelles et de J.-C. Orveillon, responsable à cette époque du CERMTRI (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires internationaux).

Elles ont été entreposées au CERMTRI où deux étudiants, T. Flammant et J.-M. Rodrigo en firent un inventaire détaillé, en même temps qu'ils préparaient en commun un mémoire de maîtrise sur *l'Ecole Emancipée de sa création à 1922*.

Au début de 1980, le « fonds Bouët » a été transféré à l'Institut Français d'Histoire Sociale où il a rejoint les fonds Monatte, Dommanget, Aulas, Serret, etc. (Adresse de l'IFHS, 87, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.)

L'inventaire effectué par T. Flammant et J.-M. Rodrigo a été publié dans les n<sup>os</sup> 9 et 16 des *Cahiers du CERMTRI*. On peut se les procurer, au prix de 6 F chacun, en s'adressant au CERMTRI, 88, rue Saint-Denis, 75001 Paris.

Nous avons eu le plaisir d'apprendre que, resté finalement seul en lice, T. Flammant vient de soutenir brillamment son mémoire de maîtrise. Nous souhaitons que ce travail trouve éditeur le plus rapidement possible.

Y. D.

## A CONTRE-COURANT PENDANT UN DEMI-SIÈCLE

### La lutte contre la montée du danger de guerre

Dans le n<sup>o</sup> 281 de 1938, qui contenait l'article de Valentin Lust sur le CIO, la grande centrale américaine fondée, face à l'AFL par John Lewis (voir l'avant-dernière RP, paraissait également un article de Pierre Angel : *La guerre, la Révolution et la marche au socialisme*, écrit après l'alerte de septembre 1938, qui rejetait l'idée (formulée par Lénine) d'une révolution socialiste provoquée par une nouvelle guerre impérialiste. Le socialisme d'Etat s'accomplit sous la pression des nécessités de guerre. On sait quels en furent les effets. L'auteur concluait en affirmant que le syndicalisme prolétarien accomplira son destin en formulant une nouvelle politique économique, menant au socialisme de liberté et consolidant la paix provisoirement sauvée.

En ces deux années noires, le *Centre syndical d'action contre la guerre* publiait une feuille bi-mensuelle qui, grâce à la collaboration de Léon Emery et de Michel Alexandre, apporta une documentation précise sur les problèmes soulevés par les revendications allemandes et s'efforça de limiter les effets du bourrage de crâne intensif des bellicistes de droite et de gauche. On constitua des groupes locaux, dont le plus actif fut tout naturellement celui du Rhône qui en juin 1938, après l'alerte de mars avait édité un tract sous le titre : *Le peuple français doit-il se battre pour la Tchécoslovaquie ?*

Pour le 1<sup>er</sup> août, 24<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la première guerre mondiale, le Centre édita un nouveau tract : *Non le syndicalisme n'accepte pas la guerre !* qui reproduisait des extraits des résolutions de la CGT d'avant 1914 et de la déclaration du 1<sup>er</sup> mai 1915 de la Fédération des Métaux qui avait délégué son secrétaire général Alphonse Merheim à la Conférence internationale de Zimmerwald. Notons en

passant que si Maupioux était trésorier, la diffusion des tracts était assurée par Giroux, secrétaire du syndicat des Agents des PTT.

La question des Sudètes fut étudiée dans les *Notes d'économie et de politique* du 10 septembre 1938 alors que débutait la crise qui devait aboutir provisoirement à Munich. Notons que Louzon manifestait dans cette note une vive sympathie pour le peuple tchèque.

Dans le même numéro le Centre syndical lançait un appel dont le style sentait l'urgence sous le titre *Arrière les canons !* Un croquis de la Tchécoslovaquie avec la province des Sudètes occupait le « rez-dechaussée » de la page. Tout s'éclaire : Munich... et la suite, en 1945, par cette simple évaluation : l'ensemble de la population de l'Etat tchécoslovaque se répartissait en : 66 % de Tchèques, 23 % d'Allemands, 5 % de Magyars, 4 % de Ruthènes, 1 % de Juifs, 1 % de Polonais (1).

La relation du voyage de Louzon en Tchécoslovaquie — déjà signalée — occupait le leader du n<sup>o</sup> du 25 septembre 1938.

Chambelland consacrait toute sa chronique *Renaissance du Syndicalisme* à la dénonciation du bellicisme des stalinien, accepté et même soutenu par Jouhaux et la majorité du bureau confédéral.

Le Centre en ces semaines fiévreuses et angoissées réalisa une sorte de front unique contre la guerre avec la Ligue internationale des combattants pour la Paix, l'Union anarchiste, la Solidarité internationale antifasciste, le Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P) fondé par Marceau Pivert après l'exclusion de sa fraction de la S.F.I.O.), le Comité de vigilance des Intellectuels antifascistes, les J.E.U. N.E.S., la Patrie Humaine.

Un meeting était prévu pour le 16 septembre. Il fut interdit en même temps que celui organisé par le Parti Communiste. Mais les affiches du Centre, quoique lacérées par la police... et par les stalinien et d'ailleurs remplacées dans la nuit, avaient attiré plus de 2.000 manifestants qui, malgré les charges de police, coururent de la Mutualité à la Gare de l'Est en criant : *A bas la guerre !*

Le n<sup>o</sup> du 10 octobre 1938 contient toute la documentation sur l'accord de Munich, et les résolutions de la commission administrative de la CGT, un compte rendu non officiel des séances de cette commission, les affiches du Centre syndical et des groupements qui s'étaient joints à lui (notons que la C.G.T.S.R., le Centre syndicaliste Lutte de classe, le Parti ouvrier internationaliste, étaient représentés à une réunion tenue le 24 septembre alors que déjà étaient affichés les premiers appels de réservistes. Mais l'accord ne put se faire et les trois organisations révolutionnaires ne s'engagèrent pas dans l'action menée par le Centre syndical). Le n<sup>o</sup> de la RP contient aussi le texte de la pétition qu'avait lancée le syndicat des Instituteurs et le syndicat des Agents des PTT qui en quelques jours fut couverte de plus de 100.000 signatures. Les dirigeants syndicaux des Marins, des Mineurs et des Dockers publièrent une déclaration commune de même inspiration que notre appel.

Roger HAGNAUER.

(1) En 1945, la population allemande des Sudètes fut totalement expulsée après avoir été dépouillée de tous ses biens, dans des conditions d'une inhumanité atroce — toujours sur l'ordre de Staline).



# DÉMOCRATIE

Ce mot, surtout quand il s'écrit avec une majuscule, est un vocable dont la signification imprécise peut varier et s'interpréter à volonté. Il fait figure, dans la rhétorique et la mythologie politiques, de « grand principe », opposé à celui d'Aristocratie. Dans les faits il a servi à solidariser, jadis chez les plébéiens, naguère chez les roturiers, les pauvres avec les riches, les obscurs avec les notables, pour une lutte commune contre les aristocraties régnautes. Ce fut donc effectivement un des mots de ralliement, un des « grands principes » pour lesquels, à ses débuts, la classe ouvrière a versé de son sang en hissant au pouvoir la roture capitaliste.

Sans doute, originellement, *démocratie* signifiait *gouvernement par le peuple*. Mais de nos jours, on a coutume de considérer qu'une société (Nation ou association quelconque) est démocratique quand la plupart de ses membres ont le droit et le pouvoir d'intervenir dans ses activités. Et plus la proportion des gens pourvus de ce droit et de ce pouvoir est grande, plus la société est dite démocratique. La démocratie serait parfaite si toute l'activité sociale était décidée comme d'une voix, à l'unanimité des voix ; à défaut par leur majorité. Il y aurait alors nécessité de compter les voix, autrement dit les votes. La démocratie apparaît ainsi inséparable de la pratique du vote. Or tous les systèmes de votation sont fatalement arbitraires. On en a trouvé qui procurent des unanimités parfaites, par exemple le vote obligatoire à main levée ou à bulletin ouvert... et malheur à toute voix discordante !

Il existe aussi une très grande quantité de systèmes moins brutaux qui, accompagnés de truquages, de manœuvres plus ou moins grossières, de pressions, menaces, chantages et bourrages de crânes, permettent de préfabriquer des majorités le plus « démocratiquement » du monde. N'importe quel régime peut donc avoir son propre système « démocratique ». C'est pourquoi on a pu prétendre que notre président en a conçu un et même qu'il en aurait rédigé le texte à lui tout seul ! Qu'il en soit ainsi ou autrement, nous vivons dans un système dont le caractère « démocratique » se révèle en maints exemples.

En voici un : Au ministère de la justice, des gens peu ou prou qualifiés, en tous cas inconnus du public ainsi que de la plupart des gens de robe, sont chargés de réformer les Codes, donc d'apporter des modifications aux lois qui régissent tout le pays. Bien sûr, les justiciables n'ont pas voix au chapitre, mais la plupart des magistrats et parmi eux beaucoup des plus réputés se déchaînent contre ce projet tandis que des protestations fusent de toutes parts. Eh bien le ministre n'a à tenir compte ni de telles protestations puisqu'elles émanent des adversaires de son projet, donc de ses adversaires politiques, ni du tollé des magistrats puisque leur position est essentiellement *corporative* alors que lui (qu'aucune élection n'a mandaté) représente *l'intérêt général*.

Autre exemple, qui montre à quel point, dans notre pays, on a souci des droits de la minorité : Une loi veut que, périodiquement, les organismes étati-

ques de la Sécurité Sociale et les représentants des syndicats médicaux se concertent pour établir une convention collective. Cela implique, bien entendu, des marchandages. Eh bien il suffit qu'une seule, serait-ce la plus petite, la moins représentative, des organisations syndicales accepte les propositions élatiques, pour que ces dernières deviennent aussitôt applicables à tout le corps médical. Par surcroît de « démocratie », on consultera chaque consultant : il devra remplir un formulaire. S'il accepte la convention, tout va bien. S'il refuse de répondre, ce sera comme s'il l'avait acceptée. Mais s'il répond qu'il refuse, il sera pécuniairement puni, en quelque sorte mis à l'amende. Car ici encore, notre système « démocratique » veut que les *intérêts corporatifs* soient subordonnés à *l'intérêt général*, en l'occurrence à une convention qui sépare officiellement les soins pour pauvres des soins pour riches !

Autre exemple (ce sera le dernier, il y en aurait trop) de « démocratie », dans sa version française actuelle : Des lois déjà anciennes stipulent que la plupart des travaux publics, ainsi que les installations d'entreprises présentant des dangers pour le voisinage, donnent lieu à une enquête *de commodo et incommodo* (c'est-à-dire sur les avantages et inconvénients). Or, qu'on en soit partisan ou adversaire, nul ne conteste que l'installation d'une centrale atomique présente des dangers pour l'entourage. A Plogoff, l'enquête s'est heurtée (c'est le mot) à un NON franc et massif. Alors les ministres ont fait donner leurs armées de guerre civile contre les récalcitrants. Les *intérêts locaux* ne doivent-ils pas s'effacer devant *l'intérêt général*, autrement dit l'EDF ? Car qui oserait dire que des intérêts privés sont liées à la construction de cette centrale ?

Trève d'ironie : il est évident que ce qui est présenté ci-dessus comme de la démocratie en est exactement l'opposé. Falsifier le vocabulaire est un procédé courant chez les gouvernants et les politiciens qui ne font carrière qu'en trompant le monde. Force est donc d'avoir la plus grande méfiance pour les paroles qu'ils emploient. Le mot Démocratie a été si galvaudé et son sens si dénaturé qu'on ne peut pas l'accepter à propos de n'importe quoi ni de n'importe qui. Il faut toujours savoir comment on l'entend, de quoi il s'agit. Et c'est à coup sûr la définition qui se rapproche le plus de la signification primitive (gouvernement par le peuple) qu'il convient de préférer.

S. R.

## LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert - 75018 PARIS

21764-88 D Paris

vous proposent :

- **L'action syndicaliste**  
de Victor GRIFFUELHES ..... 20 F
- **Les ouvriers de Saint-Nazaire**  
de Nicolas FAUCIER ..... 38 F
- **Les trois phases de la Révolution socialiste**  
de R. GUILLORE ..... 10 F
- **La Chine**  
de Robert LOUZON ..... 15 F
- **Han Ryner**  
de Louis SIMON ..... 15 F